**C
F
S
D
I
P**

ETUDES
ET DONNEES PENALES

LES COUTS DU CRIME EN FRANCE
LES DEPENSES DE SECURITE
Données pour 1988 à 1991

Thierry GODEFROY
Bernard LAFFARGUE

1993
N° 66

MINISTERE DE LA JUSTICE
CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT
ET LES INSTITUTIONS PENALES
(Unité de recherche associée au C.N.R.S.)

4, rue de Mondovi - 75001 PARIS

Tél : (1) 44.77.78.42. - Fax : (1) 44.77.78.77.

LES COUTS DU CRIME EN FRANCE
LES DEPENSES DE SECURITE

Données pour la période 1988 - 1991

Thierry GODEFROY et Bernard LAFFARGUE
avec la collaboration d'Edith LUZIO

Le CESDIP est une unité de recherche du ministère de la Justice associée au CNRS. Les analyses et conclusions exprimées dans ce rapport n'engagent pas ses autorités de tutelle.

Résumé signalétique

Depuis le début des années 1970, les AA. étudient les coûts liés à la délinquance dans la société française, *les coûts du crime*. Les données sont régulièrement réactualisées. Ils présentent les derniers résultats concernant les dépenses de sécurité -coûts publics et privés- en 1991 et analysent l'évolution de ces coûts au cours de la période 1981-1991.

Descripteurs

Administration pénitentiaire - Amende - Assurance - Coût - Délinquance - Données statistiques - Gendarmerie nationale - Industrie de la sécurité - Justice pénale - Organisation de la police - Organisation judiciaire - Peine - Police - Police municipale - Police nationale - Prévention - Répression - Risque - Secteur privé - Secteur public - Sécurité privée - Système pénitentiaire.

France

Années 1988-1991

RESUME

Le CESDIP étudie depuis le début des années 1970 les coûts liés à la délinquance dans la société française, les "Coûts du crime". Deux aspects sont à prendre en compte :

- l'ampleur des diverses infractions estimées en terme monétaire,
- les dépenses engagées pour le contrôle des délinquances.

Les données sont régulièrement réactualisées. Nous présentons les derniers résultats concernant les dépenses de sécurité en 1991 et analysons l'évolution de ces coûts au cours de la période 1981-1991.

Les dépenses de sécurité que nous évaluons ici ne concernent qu'un risque spécifique : la délinquance, c'est-à-dire les actes susceptibles d'être condamnés pénalement. Les dépenses de sécurité face à la criminalité relèvent de trois types d'action : prévenir et réprimer la commission d'actes délinquants, se protéger du risque d'être victime et être indemnisé en cas de sinistre.

Si l'Etat conserve le monopole de la répression, il partage ses compétences de prévention avec les collectivités locales, du fait de la décentralisation, et avec des entreprises privées qui proposent des moyens et services de protection. Selon l'analyse des économistes, la sécurité est à la fois un bien collectif financé par les pouvoirs publics (répression et prévention) et un bien privé acheté sur le marché par des particuliers (protection et assurances). Ce sont ces doubles dépenses, sur le budget public et celui des entreprises et ménages que nous avons évaluées.

Les estimations des coûts de la sécurité soulignent la part respective des dépenses engagées par les pouvoirs publics, Etat et collectivités locales, (41 milliards de francs) et celle qui relève du secteur marchand (47 milliards de francs). L'évolution, sur dix ans, s'est clairement faite aux bénéfices de la seconde et, singulièrement, des dépenses de protection.

En ce qui concerne les dépenses publiques, on voit s'accroître sensiblement le poids de la répression dans le budget de l'Etat. Cela tient aux

lourds investissements du ministère de la Justice dans la construction et l'aménagement des prisons à la fin des années 1980. Mais, on discerne aussi, tout au long de la période, une redistribution des effectifs et des moyens des polices (en particulier de la gendarmerie) affectés à des activités de répression.

Parallèlement, suite à la décentralisation, se mettent en place et se développent des dispositifs de prévention de la délinquance au niveau local. Le montant d'ensemble des sommes affectées à ce type d'action reste difficile à évaluer. Cette analyse des dépenses de sécurité indique, cependant, une redistribution des compétences entre Etat et collectivités locales, le premier recentrant son action sur des activités de répression, les secondes développant les actions de prévention quelles que soient les sources de financement.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	13
<i>LES DEPENSES DE SECURITE EN 1988-1989-1990-1991</i>	21
Chapitre 1 : LES DEPENSES PUBLIQUES	23
1 - Les polices.....	25
1.1 - La gendarmerie nationale.....	25
1.2 - La police nationale	30
1.3 - La police municipale.....	38
1.4 - Autres agences de contrôle des infractions.....	39
2 - Justice	42
2.1 - Ministère public et juridictions	42
2.1.1 - Services judiciaires	42
2.1.2 - Frais de justice	46
2.1.3 - Casier judiciaire.....	47
2.2 - Administration pénitentiaire.....	48
2.3 Protection judiciaire de la jeunesse	50
3 - Prévention sociale	56
3.1 - Aide sociale	57
3.2 - Politique de la ville.....	59
4 - Amendes et travail pénitentiaire	63
4.1 - Amendes et condamnations pécuniaires	63
4.1.1 - Amendes forfaitaires	63
4.1.2 - Autres amendes	64
4.2 - Travail pénitentiaire.....	66
<i>LES DEPENSES PUBLIQUES DE SECURITE</i>	67

Chapitre 2 : LES DEPENSES PRIVEES	71
1 - Les dépenses de protection	72
1.1 - Les entreprises de gardiennage	75
1.2 - Les systèmes de protection	77
2 - Les dépenses d'assurances.....	82
3 - Les dépenses d'avocats	83
<i>LES DEPENSES PRIVEES DE SECURITE</i>	84
<i>LES DEPENSES (PUBLIQUES ET PRIVEES) DE SECURITE</i>	85
<i>EVOLUTION 1981-1991</i>	87
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	99
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	103
<i>LISTE DES TRAVAUX COUT DU CRIME</i>	109
<i>COLLECTION ETUDES ET DONNEES PENALES</i>	113

INTRODUCTION

Le CESDIP étudie depuis le début des années soixante-dix les coûts liés aux délinquances dans la société française, dans la lignée des recherches que l'on appelle généralement : *les coûts du crime*.

Ce type de travaux est né dans le contexte de la recherche opérationnelle criminologique dont l'ambition consistait essentiellement à améliorer l'affectation des ressources de manière à ce que les appareils de contrôle social atteignent plus efficacement leurs objectifs. Notre approche s'est voulue quelque peu différente.

Dès les premiers travaux, nous avons envisagé les conséquences économiques des criminalités sous ses deux aspects :

- d'une part la commission de l'infraction : l'ampleur des diverses infractions estimées en terme monétaire,
- d'autre part, la réaction sociale suscitée : les dépenses engagées pour le contrôle des délinquances.

L'étude des délinquances n'échappe pas aux difficultés de la quantification de tous phénomènes sociaux. Le recours à des estimations monétaires pour évaluer l'ampleur du phénomène nous paraît pouvoir prendre place à côté d'autres modes d'estimations (statistiques policières ou judiciaires, enquête de victimation ou de délinquance autoreportée etc...) et permet d'en donner une image différente.

Retenir une unité de compte monétaire -les sommes en cause- pour évaluer l'ampleur du phénomène criminel peut en effet être tout aussi justifié que le nombre d'affaires ou d'auteurs. Les estimations monétaires permettent d'évaluer diverses formes de criminalité réprimées ou non. Elles mettent en exergue des délinquances peu visibles socialement car souvent sans victime directement individualisable et qui, bien que rarement sanctionnées pénalement, se révèlent très coûteuses. En terme de coût, le poids respectif des diverses formes de criminalité diffère nettement de celui qui ressort de leur occurrence dans les statistiques pénales. Ce mode d'estimation permet de faire émerger une image du phénomène criminel différente, mais complémentaire de celle tirée d'approches plus traditionnelles.

Conjointement à ces estimations, nous calculons d'autres coûts sociaux occasionnés par le phénomène criminel : ceux liés à son contrôle, à sa prévention et sa répression.

Ces dépenses de sécurité font l'objet d'un débat d'une particulière actualité. Elles connaissent en effet une croissance rapide de leur coût, fruit à la fois d'une forte demande sociale et d'enjeux politiques ou économiques.

Dans cette réactualisation de nos travaux "coût du crime", nous avons donc particulièrement centré notre attention sur la mesure de ces dépenses de sécurité pour la période étudiée et leur évolution au cours de la dernière décennie.

Nous présentons dans ce premier rapport les résultats de nos travaux sur l'évaluation des dépenses de sécurité concernant le risque spécifique qu'est la délinquance.

LA SECURITE, UN BIEN COLLECTIF ET UN SERVICE MARCHAND

La sécurité dans son sens le plus large concerne la protection contre des risques d'origines diverses : actes malveillants, erreurs humaines, crises socio-économiques, agressions extérieures ou catastrophes naturelles. Selon les analyses de F. Ewald (1986 et 1992), dans les théories contemporaines le risque est fonction de l'incertitude, la gestion en est réalisée par des mesures de prévention (réduction de la probabilité), de protection (réduction de la gravité) ou d'indemnisation (cession du risque par renvoi à un système d'assurances). **Les dépenses de sécurité face à la criminalité relèvent de ces trois types d'action** : prévenir la commission d'actes délinquants, se protéger du risque d'être victime et être indemnisé en cas de sinistre. Mais, la délinquance est un risque spécifique car il s'agit d'actes susceptibles d'être condamnés pénalement. **Aux trois types d'action relevant de l'analyse générale sur les risques et la sécurité¹ on doit en ajouter une quatrième : la répression, apanage de l'Etat et constitutive d'une de ses fonctions.**

¹ "La définition de la sécurité, c'est la définition de l'optimum dans la gestion individuelle et collective de l'incertain du risque, en fonction de la prévention d'indemnisation de la protection" (Ewald, 1992).

La remise en cause de la légitimité de l'action de l'Etat central, de son efficacité, liée à la montée en puissance des collectivités locales ont modifié le paysage de la gestion du risque-délinquance. Si l'Etat conserve le monopole de la répression, il partage ses compétences de prévention à la fois avec les collectivités locales, du fait de la décentralisation et avec les entreprises privées qui proposent des moyens et services de protection. Selon l'analyse des économistes, la sécurité est à la fois un bien collectif financé par les pouvoirs publics (répression et prévention) et un bien privé acheté sur le marché par des particuliers (protection et assurances).² Ce sont ces deux types de dépenses, celles financées sur fonds publics -Etat et collectivités locales- et celles engagées par les entreprises et les ménages que nous avons évalués.

COMPTES ET MODES D'IMPUTATIONS

Les dépenses publiques sont engagées principalement par la collectivité pour prévenir ou réprimer des activités délinquantes.

Parmi ces dépenses engagées par les pouvoirs publics, on distingue celles concernant les fonctions de police (police nationale, gendarmerie nationale, polices municipales,...), de justice (cours et tribunaux, administration pénitentiaire, prévention judiciaire,...) et enfin les autres dépenses de prévention. On doit soustraire de ces dépenses publiques certaines recettes provenant des amendes et du travail pénitentiaire qui sont liés aux activités de répression.

Pour évaluer ce budget de sécurité, nous sommes confrontés en permanence à deux difficultés :

- L'activité de la plupart des institutions participant au contrôle de la délinquance ne se restreint pas au seul domaine pénal. Leurs budgets doivent donc être affectés de quotas permettant de ne retenir que le coût de leurs seules actions relevant de ce domaine.

² Journées de l'IHESI, *le prix de la sécurité*, Paris, 15 et 16 septembre 1992.

- La mesure des actions de prévention est très difficile à évaluer. En effet, d'une part, des institutions associent des activités de répression et prévention ; la distinction entre répression directe des infractions et prévention est alors souvent difficile à délimiter, en particulier d'un point de vue comptable. D'autre part, certaines institutions ont vocation à gérer différents problèmes sociaux qui ne se limitent pas à la seule délinquance. Leur contribution à la prévention spécifique est donc délicate à cerner, puisque ce n'est pour elles qu'une finalité parmi d'autres. De plus, les politiques dans ce domaine ont fortement évolué au cours de ces dernières années. D'actions ciblées, on est passé à des programmes prenant en charge l'ensemble des problèmes sociaux et visant à restructurer le tissu social dans certains secteurs urbains. La pluralité et l'intrication des diverses actions mises en oeuvre dans le cadre de ces programmes, rendent d'autant plus difficile la distinction entre les fonds affectés à une prévention spécifique de la délinquance et ceux destinés plus globalement à des politiques sociales. La dispersion des compétences, en la matière, entre l'Etat et les diverses collectivités locales, implique une ventilation budgétaire souvent difficile à réaliser, d'autant que l'engagement des dépenses et leur financement ne relèvent pas toujours des mêmes autorités. A nouveau, nous devons utiliser des quotas pour imputer les différents types de dépenses et leur financement.

Les dépenses privées sont celles engagées par les entreprises et les ménages pour se prémunir contre le risque spécifique qu'est la délinquance.

On distingue les dépenses de protection visant à éviter d'être victime (comme le recours au gardiennage ou à des systèmes de protection) de celles d'assurances dont le but est d'être indemnisé du préjudice subi à la suite d'une infraction. En fait, cette distinction n'est pas aussi tranchée qu'elle peut le paraître d'un point de vue comptable. Les assurances n'interviennent pas seulement après la survenance d'un sinistre, mais jouent aussi un rôle important dans les mesures de protection, en imposant la mise en place de dispositifs de sécurité aux entreprises et aux particuliers (Ocqueteau, 1992).

Les données sur les dépenses de sécurité sont régulièrement réactualisées depuis le début des années 1970.³ Nous présentons les derniers résultats

³ Voir la liste des travaux "*Coûts du crime*", p. 109.

concernant les années 1988, 1989, 1990 et 1991 et analysons l'évolution de ces coûts au cours de la période 1981 à 1991.

LES DEPENSES DE SECURITE
POUR LA PERIODE
1988 - 1991

CHAPITRE 1

LES DEPENSES PUBLIQUES

Il s'agit rappelons-le des dépenses à la charge des finances publiques engagées par la collectivité pour prévenir ou réprimer des activités délinquantes. Parmi les différentes dépenses engagées pour des actions publiques de prévention ou de répression, on distingue celles relatives :

- aux polices
- à la justice (y compris les dépenses pénitentiaires ou la prévention judiciaire)
- à la prévention sociale

On déduit de ces dépenses le produit des amendes et du travail pénitentiaire.

Dans l'évaluation de ce budget de sécurité, nous sommes confrontés en permanence à deux difficultés :

- la part des missions pénales dans l'ensemble des actions des agences considérées,
- la mesure des actions préventives.

Certaines agences (comme la police ou la justice par exemple) n'ont pas que des activités pénales mais aussi civiles ou administratives. Il faut donc affecter leur budget de quotas qui permettent d'évaluer le coût de leurs actions spécifiques dans ce domaine. Ces quotas sont souvent difficiles à déterminer et donnent lieu, fréquemment, à des approximations. L'évaluation des seules activités de prévention soulèvent aussi de nombreux problèmes. Les diverses institutions conjuguent des actions de prévention et de répression. Distinguer des coûts de répression directe des infractions de ceux liés à leur prévention, ne se révèle pas toujours très opérationnel et surtout très difficile à réaliser d'un point de vue comptable.

Pour les agences ayant une vocation plus large de gérer divers risques sociaux, la part de leur activité affectée à la prévention du risque spécifique

qu'est la délinquance est encore plus difficile à évaluer, cette dernière n'étant qu'une de leur mission dans l'ensemble de leurs politiques.

Les problèmes soulevés pour l'évaluation des dépenses de prévention se sont accrus, ces dernières années, à la suite des changements de politiques menées en la matière. Tout d'abord une nouvelle répartition des tâches s'est établie entre Etat et collectivités locales. Par ailleurs les politiques menées ont changé dans leurs objectifs et leur mise en oeuvre : d'actions ciblées sur certaines populations spécifiques, on est passé à la mise en place de programmes plus généraux visant à traiter dans leur globalité les problèmes générés par certains tissus urbains (politique dite "de la ville"). La prévention de la délinquance s'insère, de plus en plus, dans un ensemble de politiques sociales. La distinction classique entre prévention spécifique et prévention générale est de moins en moins opératoire (Renouard, 1990).

L'évaluation de la prévention de la délinquance est un exercice de plus en plus périlleux. Nous ne proposons donc là qu'un cadrage dans l'estimation des dépenses reposant sur des quotas d'affectation qui, souvent, peuvent être critiquables.

1. Les polices

Plusieurs institutions interviennent d'un point de vue préventif ou répressif dans le contrôle des infractions :

- la gendarmerie nationale,
- la police nationale,
- les polices municipales,
- d'autres agences administratives de contrôle d'infractions spécifiques.

1.1 La gendarmerie nationale

La participation de la gendarmerie à l'exercice de la police judiciaire - pour importante qu'elle soit - ne constitue que l'un des aspects particuliers des missions de ce corps.

Près des deux-tiers des *effectifs* totaux concourent à la constatation des infractions pénales et à la recherche de leurs auteurs. Mais, certains se consacrent exclusivement à l'exécution de tâches de cette nature, le personnel spécialisé (environ 3 000 personnes appartenant essentiellement aux brigades de recherches), tandis que les autres n'exercent qu'une partie de leur activité en ce domaine (de l'ordre de 35 000 personnes appartenant surtout aux brigades territoriales).

Les *dépenses* tiennent compte du pourcentage de participation de la gendarmerie nationale à la répression et la prévention des infractions pénales. Ces quotas ont été déterminés par la Direction de la gendarmerie (bureau de la planification-programmation).

Les modifications les plus significatives intervenues depuis 1988 concernent :

- une spécialisation de plus en plus importante des unités dites spécialisées (moins de 90% avant 1985, 95% en 1991) en même temps qu'un accroissement de leurs effectifs (2 700 en 1988, 3 300 en 1991), voir tableau 1.

- une évolution des unités non spécialisées vers des tâches de répression (plus 4%) au détriment des activités préventives (moins 4%), voir tableaux 2 et 3.

Tableau 1 : Gendarmerie et répression.

Effectifs spécialisés uniquement dans la Police Judiciaire.

Unités de Gendarmerie spécialisées (1)	1988	1989	1990	1991
Effectif total	2 742	2 810	2 868	3 316
% de participation	92,0	93,0	94,0	95,0
(1) Sections et brigades de recherche, brigades de fichiers, centres national de rapprochement de renseignements judiciaires, service de centralisation et d'orientation des recherches de PARIS, fichier central de ROSNY-SOUS-BOIS et de l'institut de recherches de criminologie de la Gendarmerie Nationale.				
Source : Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire				

Tableau 2 : Gendarmerie et répression.

Effectifs et taux de participation des unités non spécialisées dans l'exercice de la Police Judiciaire.

Unités de Gendarmerie non spécialisées	1 9 8 8		1 9 8 9		1 9 9 0		1 9 9 1	
	Effectif total	% de participation						
- Commandants de groupements, de compagnies.....	677	17,7	677	17,1	675	17,6	674	18,6
- Brigades territoriales, postes permanents et brigades mixtes.....	30 062	34,6	30 155	35,9	30 629	38,4	31 017	38,5
- Pelotons motorisés..	3 704	12,6	3 699	12,4	3 723	11,9	3 722	11,7
Total	34 443		34 531		35 027		35 413	

Source : Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire.

Tableau 3 : Gendarmerie et prévention.

Effectifs et taux de participation des unités non spécialisées dans l'exercice de la Police Judiciaire.

Unités de Gendarmerie non spécialisées	1 9 8 8		1 9 8 9		1 9 9 0		1 9 9 1	
	Effectif total	% de participation						
- Brigades territoriales, postes permanents, brigades mixtes.....	30 062	40,1	30 155	36,9	30 629	36,0	31 017	35,6
- Pelotons et brigades motorisés.....	3 704	39,9	3 699	39,0	3 723	39,0	3 722	39,2

Source : Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire.

a) Dépenses de répression

Pour obtenir les dépenses en matière de répression, on pondère les budgets globaux par les taux de participation des différentes unités -spécialisées ou non- à l'exercice de la police judiciaire (tableaux 1 et 2).

Les résultats figurent au tableau 4.

Tableau 4 : Dépenses de Gendarmerie en matière de répression.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 - Unités participant à l'exercice de la Police Judiciaire	2 046,7	2 231,5	2 535,5	2 716,9
2 - Unités spécialisées dans la Police Judiciaire	470,3	512,2	553,3	690,0
Total (arrondi)	2 517	2 744	3 089	3 407
Source : Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire.				

b) Dépenses de prévention

Les activités de prévention en matière pénale concernent essentiellement les brigades territoriales et les pelotons motorisés. Des quotas de participation de ces unités aux tâches de prévention (tableau 3) rapportés aux budgets de l'arme permettent de calculer les coûts de prévention de la Gendarmerie nationale.

Les résultats figurent au tableau 5.

Tableau 5 : Dépenses de Gendarmerie en matière de prévention.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Total (arrondi)	2 512	2 453	2 559	2 712
Source : Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire.				

L'ensemble des dépenses de gendarmerie pour sa participation aux activités de caractère pénale, prévention et répression, figure au tableau 6 .

Tableau 6 : Dépenses de Gendarmerie.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
- Prévention	2 512	2 453	2 559	2 712
- Répression	2 517	2 744	3 089	3 407
Total	5 029	5 197	5 648	6 119
Source : Direction de la Gendarmerie et de la Justice militaire.				

Le coût des services de gendarmerie en matière de contrôle des infractions s'élève 6,1 milliards en 1991, soit une augmentation de près de 22% en trois ans.

Cette augmentation est encore plus forte lorsque l'on considère la répartition entre tâches de répression et de prévention. Les dépenses de gendarmerie en matière de répression ont augmenté de plus de 35% sur la même période contre à peine 8% en matière de prévention.

Cette forte croissance des dépenses de répression traduit à la fois une plus forte implication des unités de gendarmerie dans la répression de la délinquance aussi bien par une augmentation des moyens des unités spécialisées (+47%) que le taux de participation des autres unités à cette action (tableaux 2 et 3 supra).

1.2 La police nationale

L'*effectif* total des personnels des services de police (judiciaire, urbaine et CRS) est dans l'ensemble assez stable : 103 133 en 1982, 104 450 en 1987, 108 295 en 1988 et 108 266 en 1991.

La seule augmentation sensible s'est faite entre 1987 et 1988 au profit, principalement, de la police urbaine de province (de 54 752 à 57 392).

Les grandes tendances enregistrées sur la période précédente se maintiennent entre 1988 et 1991 :

- baisse des personnels administratifs et ouvriers (de 6 752 à 6 412),
- stagnation des personnels actifs CRS,
- accroissement sensible des personnels actifs de la police judiciaire (de 5 710 à 6 139),
- stabilisation, après l'augmentation de 1988, des personnels actifs de la police urbaine.

Tableau 7 : Effectifs de la Police Nationale.

	1 9 8 8			1 9 9 1		
	Actifs	Admin. et ouvriers	Total	Actifs	Admin. et ouvriers	Total
Police Judiciaire	5 710	1 307	7 017	6 139	1 232	7 371
C.R.S.	14 171	1 045	15 216	14 256	1 067	15 323
Police Urbaine			86 062			85 572
- Province	54 038	3 354	57 392	53 822	3 135	56 957
- Paris (y compris les 3 départements périphériques)	27 624	1 046	28 670	27 637	978	28 615
TOTAL	101 543	6 752	108 295	101 854	6 412	108 266
(Police Judiciaire + CRS + Police Urbaine)						
TOTAL (Police Nationale)	112 417	10 634	123 051	115 575	10 279	125 854
Source : ministère de l'Intérieur.						

Le *budget* de l'ensemble des services de la police nationale a durant la même période, 1988-1991, continué de progresser (+15%), mais plus faiblement que précédemment. Ce sont les coûts des services de police judiciaire qui augmentent le plus fortement (+ 19%), cependant moins rapidement que pour la période précédente (1982/1987, +40%) (tableau 8).

Tableau 8 : Coût des services de Police.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Service de Police Judiciaire	1 068,1	1 093,9	1 187,3	1 268,2
Service de Police Urbaine et de CRS	15 422,2	15 545,7	16 561,4	17 239,8
Ensemble des services de la Police Nationale	18 739,0	19 192,2	20 471,5	21 496,1
Source : ministère de l'Intérieur.				

Pour calculer la part pénale des activités de la police, il faut évaluer la participation des différents services de police aux tâches de répression et de prévention.

Une étude, assez ancienne, réalisée par le ministère de l'Intérieur avait permis de déterminer des taux de participation des services de police aux activités de répression et de prévention. Cette administration, en l'absence de travaux plus récents, estime que ses conclusions sont toujours valables.

On estime donc, de façon identique aux années précédentes, que :

- la police judiciaire et les policiers en civil de la police urbaine consacrent 100% de leur temps aux activités de répression,
- les policiers en tenue de la police urbaine consacrent le même temps, soit 10%, à la répression qu'à la prévention (en l'occurrence essentiellement les patrouilles),
- les CRS assurent pour 10% de leur temps des tâches de prévention.

En rapportant ces quotas aux budgets et aux effectifs des différents services de police, il devient possible d'estimer les dépenses de police en matière de répression et de prévention (tableaux 9 et 10).

a) Dépenses de répression

Ainsi pour 1991, les services de la police urbaine en tenue représentent 73,3% de l'effectif total des services de police urbaine et CRS (et donc du budget tel qu'il figure au tableau 8). On en retient un quota de 10% au titre de la répression. Les résultats figurent au tableau 9.

Tableau 9 : Dépenses de Police en matière de répression - Hypothèse 1.

En millions de francs						
	Effectifs 1991	Taux de partici- pation	1988	1989	1990	1991
Police Judiciaire	7 371	100 %	1 068,1	1 093,9	1 187,4	1 268,3
Police Urbaine + CRS	100 895					
dont P. Urbaine civil (11,5%)	11 598	100 %	1 773,6	1 787,8	1 904,6	1 982,6
P. Urbaine tenue (73,3%)	73 983	10 %	1 130,5	1 139,5	1 214,0	1 263,7
TOTAL (arrondi)			3 972	4 021	4 306	4 515
Source : CESDIP.						

b) Dépenses de prévention

Pour les dépenses de prévention, on suit le même principe de calcul (pondération en effectif, puis quota d'activité) pour les CRS et les policiers en tenue de la police urbaine. Mais le Ministère de l'intérieur ne peut donner qu'une fourchette pour l'estimation des activités de prévention de ses services : entre 10 et 60% (les résultats figurent au tableau 10).

Le quota de 10% doit être considérée comme le chiffre plancher de la part de prévention des activités des services de police urbaine, car il ne prend en compte que la prévention spécifique, c'est à dire les patrouilles.

Une estimation plus large (chiffre plafond) considère comme préventives toutes les actions qui ne sont ni des tâches administratives ni répressives, c'est-à-dire 60% de l'ensemble des activités de la police urbaine.

Tableau 10 : Dépenses de Police en matière de prévention - Hypothèse 1.

En millions de francs						
	Effectifs 1991	Taux de partici- pation	1988	1989	1990	1991
Police Urbaine en tenue (73,3%)	73 983	10 %	1 130,5	1 139,5	1 214,0	1 263
C.R.S. (15,2%)	15 323	10 %	234,4	236,3	251,7	262
Dépenses de prévention-sens strict- (arrondi) (10% des activités)			1 365	1 376	1 466	1 526
Dépenses de prévention-sens large- (arrondi) (60% des activités)			8 190	8 256	8 796	9 156
Source : CESDIP.						

Des quotas laissant une telle marge d'incertitude ne peuvent être satisfaisants. Selon l'option retenue, ils sous-évaluent ou au contraire surestiment la part pénale des activités des services de police urbaine (en tenue), dans une fourchette de 20 à 70% (dans un cas 10% de répression et 10% de prévention, dans l'autre 10% et 60%).

Pour mieux apprécier cette part pénale et la répartition de ces tâches entre prévention et répression, on peut se reporter d'une part à une étude sur les appels et plaintes reçus par les services de police⁴ et d'autre part aux estimations faites par la gendarmerie concernant ses brigades territoriales (cf. supra 1.1).

⁴ Inspection Générale de l'Administration : *Rapport sur le traitement et le suivi des appels et plaintes à caractère non pénal reçus par les services de police*, Paris, ministère de l'Intérieur, 1985.

Part du pénal :

- L'enquête effectuée en 1985 par l'Inspection Générale de l'Administration dans quatre villes a souligné l'importance, parmi les appels reçus par les services de police, de ceux relatifs à des faits non qualifiables pénalement. Les affaires pénales représenteraient de l'ordre de 40% des appels. Evidemment cela ne préjuge en rien, des temps consacrés par les services : dans un cas il s'agit de traiter les affaires signalées (affaires pénales) dans l'autre, le plus souvent, les renvoyer simplement vers d'autres services.

- La Direction de la gendarmerie nationale évalue à 75% le taux de participation aux affaires pénales d'unités non spécialisées dans la police judiciaire, comme les brigades territoriales (cf. tableaux 2 et 3).

De ces deux indications nous en déduisons que l'on peut retenir comme plausible l'estimation de 70% (plutôt que 20%) de la part pénale des activités des services de police urbaine.

Répartition entre activités de répression et de prévention :

Le taux de 10% nous semble singulièrement sous-estimer les activités de répression des services de police urbaine. L'évaluation faite par la gendarmerie pour ses propres services nous paraît plus vraisemblable : les brigades territoriales consacrent le même temps aux tâches de répression qu'à celles de prévention.

Pour une estimation de 70% de la part pénale des activités des services de police urbaine, les activités de répression et de prévention représenteraient chacune 35%.

Faute d'estimations plus précises, nous ferons une évaluation des dépenses pénales des services de police selon deux hypothèses.

Hypothèse 1 : comme les années précédentes, une estimation de la part pénale des services de police urbaine à 70% répartie entre 10% de répression et 60% de prévention (tableaux 9 et 10).

Hypothèse 2 : l'estimation globale ne change pas (70% de tâches pénales), mais nous faisons une répartition différente. A l'image de celle des brigades territoriales de gendarmerie, les services de police urbaine (en tenue) seront réputés consacrer autant de temps aux activités de répression que de prévention : 35% pour chacune (tableaux 11 et 12).

Tableau 11 : Dépenses de Police en matière de répression - Hypothèse 2.

En millions de francs						
	Effectifs 1991	Taux de partici- pation	1988	1989	1990	1991
Police Judiciaire	7 371	100 %	1 068,1	1 093,9	1 187,4	1 268
Police Urbaine + CRS	100 895					
dont P. Urbaine civil (11,5%)	11 598	100 %	1 773,6	1 787,8	1 904,6	1 982
P. Urbaine tenue (73,3%)	73 983	35 %	3 956,6	3 988,2	4 249,0	4 423
TOTAL (arrondi)			6 798	6 870	7 341	7 674
Source : CESDIP.						

Tableau 12 : Dépenses de Police en matière de prévention - Hypothèse 2.

En millions de francs						
	Effectifs 1991	Taux de partici- pation	1988	1989	1990	1991
Police Urbaine en tenue (73,3%)	73 983	35 %	3 956,6	3 988,2	4 249,0	4 423,0
C.R.S. (15,2%)	15 323	10 %	234,4	236,3	251,7	262,0
Dépenses de prévention (arrondi) (35 % des activités)			4 191	4 224	4 501	4 685
Source : CESDIP.						

Les résultats selon l'hypothèse 1 figurent au tableau 13.

Pour 1991, les dépenses de police seraient de 13,7 milliards dont 9,2 pour la prévention et 4,5 pour la répression.

Tableau 13 : Dépenses de Police (selon l'hypothèse 1).

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Prévention	8 190	8 256	8 796	9 156
Répression	3 972	4 021	4 306	4 515
TOTAL	12 162	12 277	13 102	13 671
Source : CESDIP.				

Les résultats selon l'hypothèse 2 figurent au tableau 14.

Pour 1991, les dépenses de police seraient de 12,4 milliards de francs dont 4,7 pour la prévention et 7,7 pour la répression.

Tableau 14 : Dépenses de Police (selon l'hypothèse 2).

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Prévention	4 191	4 224	4 501	4 685
Répression	6 798	6 870	7 341	7 674
TOTAL	10 989	11 094	11 842	12 359
Source : CESDIP.				

Nous privilégions l'hypothèse 2, car plus vraisemblable. Parmi l'ensemble des dépenses de police pour le contrôle des infractions (estimé à 12,4 milliards de francs pour 1991) 62 % concernent des tâches de répression et 38 % de prévention.

On enregistre une croissance modérée de l'ensemble des dépenses sur la période (de l'ordre de 12%) sans grande disparité entre les activités de répression et de prévention.

1.3 Polices municipales

Il s'agit d'un poste nouvellement pris en compte, pour une fonction qui peu à peu émerge de l'ombre. Elle est loin d'être homogène et le dénombrement exact s'avère difficile. Légalement, la compétence des agents de police municipale se limite aux contraventions concernant les arrêtés municipaux et aux infractions en matière de stationnement. Mais certaines municipalités accordent dans la pratique, une compétence beaucoup plus large à leur police.

Un décompte du ministère de l'Intérieur de 1984 avançait le chiffre de 14 189 policiers municipaux dont près de 8 000 gardes champêtres. Lors de la présentation fin 1991 du projet loi sur la sécurité intérieure, prévoyant une reconnaissance juridique du rôle des polices municipales, dont un tiers des effectifs seraient armés, les responsables de l'Ecole nationale de police municipale d'Orange avançaient un chiffre total de 30 000 personnes. De son côté, en juin 1990, le Bureau des libertés publiques du ministère de l'Intérieur qui recense, officiellement, les personnels des polices municipales décompte 8 865 agents sans compter les personnels de la ville de Paris ; ces derniers ne sont pas considérés comme membres d'une police municipale.

Nous retiendrons une approximation de 10 000 personnes.

A partir d'une étude sur les dépenses de sécurité dans un département et des budgets communaux, on peut retenir un coût moyen annuel de l'agent de 150 000 F (Lombard, Godefroy et Laffargue, 1992). Sur ces deux bases, les dépenses en matière de police municipale peuvent être estimées à **1 500 millions de Francs.**

1.4 Autres agences de contrôle des infractions

Ces trois agences ne sont pas les seules à avoir compétence dans le contrôle des infractions.

Des administrations spécialisées interviennent sur des contentieux particuliers, comme les services fiscaux, de l'inspection du travail, des douanes, de la répression des fraudes et de la consommation.... Elles interviennent parfois concurremment aux services de police. Elles jouent un rôle important de "filtre" entre les contentieux qu'elles gèrent et la justice pénale, ne renvoyant devant les tribunaux que quelques affaires qu'elles ont précédemment sélectionnées et réglant, elles mêmes, la plupart des dossiers (Barberger, 1985 et Lascoumes, 1985).

Certaines agences ont en charge le contrôle et l'organisation d'un secteur particulier pour lequel elles ont des compétences d'enquête et de sanctions, comme la Commission des Opérations de Bourse ou le CSA qui peut sanctionner les infractions à la réglementation de ce qu'on appelle couramment "Paysage audiovisuel français" (PAF).

Enfin, en matière de transport, la SNCF ou la RATP ont des pouvoirs de police et de sanction des infractions. Nous n'avons pas d'estimations globales des dépenses relatives à l'exercice de cette fonction, mais à titre d'indication on peut estimer les dépenses en matériel et personnel de la SNCF sur un département à 25 millions de francs et celui de la RATP à 3 millions (Lombard, Godefroy et Laffargue, 1992).

Dans l'estimation des dépenses publiques de sécurité, il faudrait logiquement prendre en compte l'activité de ces agences qui contrôlent certaines infractions spécifiques. Cependant étant donné leurs modes d'opérer et les missions qui leur sont imparties, qui conjuguent à la fois la réglementation d'un secteur d'activité et la sanction des infractions à ces réglementations, il est extrêmement difficile de faire la part de ce qui relève de la gestion administrative et de ce qui ressort d'une collaboration à l'action pénale. La distinction n'aurait sans doute pas d'ailleurs une réelle pertinence dans la mesure où le recours au pénal n'a quantitativement qu'une position marginale dans le mode de gestion de leur contentieux et ne se place qu'en dernier ressort lorsque

l'affaire ne peut être réglée de façon administrative soit pour faire céder des administrés récalcitrants soit pour faire exemple (Lascoumes, 1986).

Cette impossibilité d'évaluer la part pénale dans l'activité de ces agences souligne le traitement différentiel dans la répression des diverses formes d'infractions. Nous mentionnons donc ces autres agences de contrôle des infractions pour mémoire.

L'ensemble des dépenses publiques des polices (gendarmerie nationale, police nationale et police municipale) figurent au tableau 15 et représentent pour 1991 un montant de près de 20 milliards de francs dont 62% pour la police nationale.

Sur la période 1988 à 1991, l'ensemble des dépenses ont augmenté de 14% avec une progression de deux fois supérieures des dépenses en matière de répression (+ 19%) par rapport à celles de prévention (+ 8,4%).

Tableau 15 : Coûts publics des Polices

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Gendarmerie	5 029	5 197	5 648	6 119
dont Prévention	2 512	2 453	2 559	2 712
Répression	2 517	2 744	3 089	3 407
2 Police Nationale	10 989	11 094	11 842	12 359
dont Prévention	4 191	4 224	4 501	4 685
Répression	6 798	6 870	7 341	7 674
3 Police Municipale (estimation)	1 500	1 500	1 500	1 500
4 Autres Agences	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
Total	17 518	17 791	18 990	19 978
dont Prévention	8 203	8 177	8 560	8 897
Répression	9 315	9 614	10 430	11 081
Source : CESDIP. p.m. : Pour mémoire.				

2. Justice

Le ministère de la Justice finance à la fois des activités pénales et non pénales (les juridictions civiles ou commerciales, par exemple) et en matière pénale des actions de répression et de prévention de la délinquance.

Certains crédits tels ceux de l'administration pénitentiaire et du casier judiciaire national sont consacrés exclusivement à des activités pénales. Des dépenses, comme celles concernant les juridictions, en revanche, doivent être ventilées pour isoler celles relevant du pénal, ou celles relatives à la protection judiciaire de la jeunesse. Ces dernières à leur tour doivent être réparties entre les actions de répression, de prévention pré-délinquante et de prévention sociale au caractère d'assistance éducative plus générale.

2.1. Ministère public et juridictions

2.1.1 Services Judiciaires

Depuis le transfert des charges entre Etat et collectivités locales, l'ensemble des dépenses de fonctionnement de la Justice est supporté par le ministère de la Justice.

Les dépenses relatives aux conseils de prud'hommes et aux tribunaux de commerce ont pu être exclues comme précédemment. Il reste toutefois impossible d'isoler certaines dépenses concernant ces juridictions pour l'entretien et l'investissement immobilier.

La part d'activité que représente la justice pénale était estimée précédemment à 47% (pour la métropole) à partir d'une estimation relativement ancienne de l'activité des magistrats. La clé de répartition (civil/pénal) a pu être revue à la lumière des travaux effectués sur l'analyse de l'activité des juridictions et de la charge de travail des greffes.

La CEGOS a réalisé en 1992 une étude sur sept tribunaux de grande instance, quatre tribunaux d'instance et deux cours d'appel à partir d'un

découpage de l'activité par blocs de procédures.⁵ Elle permet une estimation des temps moyens par tâche et par procédure. On a pu ainsi évaluer la part du pénal selon les trois niveaux de juridictions (appel, grande instance et instance) en tenant compte d'un quota proportionnel des activités communes entre civil et pénal (tableau 16).

Tableau 16 : Part du pénal dans le type de juridiction.

Type de juridiction	Part du pénal estimée	Quota retenu
Tribunal de Grande Instance	entre 66 et 74 %	70 %
Tribunal d'Instance	entre 17 et 19 %	20 %
Cour d'Appel	entre 38 et 40 %	40 %
Source : ministère de la Justice.		

Pour une estimation de la part du pénal pour l'ensemble des juridictions il faut pondérer les trois quotas figurant au tableau 16 par l'importance relative de chacun de ces types de juridictions (tableau 17).

La clé, toute arbitraire, de répartition que nous avons retenue est celle des postes budgétaires des seuls magistrats.

En 1992, les documents budgétaires (métropole, DOM et TOM) indiquaient une affectation de 3 441 magistrats en tribunal de grande instance dont 850 dans les 473 tribunaux d'instance, soit une proportion de 25%. Mais les affectations budgétaires ne reflètent pas l'activité réelle des magistrats. Ainsi, ceux nommés dans des petits tribunaux d'instance ne consacrent parfois qu'un quart de leur temps à l'instance (quelquefois un jour par semaine) et les trois-quarts de leur temps au TGI. Pour tenir compte de cette réalité, nous avons réduit arbitrairement le quota TI/TGI à 20%.

⁵ CEGOS, *Etude d'évaluation de la charge de travail des fonctionnaires des greffes*, Paris, ministère de la Justice, 1993.

On peut estimer alors les effectifs pondérés des magistrats selon les trois types de juridictions comme indiqué au tableau 17.

Tableau 17 : Effectif estimé des magistrats dans les T.G.I. et dans les T.I.

Type de juridiction	Effectif	%
Cour d'Appel (1)	1 164	21
T.G.I. + T.I. (1)	4 463	
dont T.I. (20 %)	893	16
T.G.I. (80 %)	3 570	63
TOTAL	5 627	100
Source : Annuaire de la Justice et CESDIP.		
(1) Effectif des magistrats affectés dans les Cours d'Appel et les Tribunaux de Grande Instance en 1990.		

La part du pénal pour les dépenses des services judiciaires après pondération par type de juridictions peut alors être estimée globalement à 56% (tableau 18). Elle est donc sensiblement réévaluée par rapport à nos estimations précédentes.

Tableau 18 : Part du pénal dans l'ensemble des juridictions.

Type de juridiction	Part du pénal	Poids des Effectifs	Part du pénal dans l'ensemble
Cour d'Appel	40 %	21	8,4 %
Tribunal de Grande Instance	70 %	63	44,1 %
Tribunal d'Instance	20 %	16	3,2 %
Ensemble		100	55,7 %
Source : CESDIP.			

Ce taux de 56% appliqué aux crédits correspondants permet de calculer les dépenses en matière pénale des juridictions (tableau 19).

Tableau 19 : Dépenses des services judiciaires en matière pénale.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
- Dépenses de personnel	3 146,3	3 355,9	3 482,4	3 719,1
- Dépenses de fonctionnement	1 220,0	1 022,8	1 359,1	1 327,9
- Investissement	235,7	251,5	337,9	397,9
Total	4 602,0	4 630,2	5 179,4	5 444,9
Dépenses en matière pénale (estimé à 56 %)	2 577,1	2 592,9	2 900,4	3 049,1
Source : ministère de la Justice et CESDIP.				

2.1.2 Frais de justice

La nomenclature budgétaire permet maintenant d'isoler les frais pénaux.

Ce sont les dépenses engagées par les autorités judiciaires dans la poursuite des infractions tels que les frais d'expertise, taxes à témoins, transfèrements, indemnités aux jurés. Ils ne comprennent pas les dépenses qui précèdent l'intervention de la justice (frais de police ou de gendarmerie) ni celles qui interviennent après la condamnation définitive. Ils englobent, en revanche, les indemnités accordées aux victimes d'erreurs judiciaires, les frais avancés par l'Etat dans les procédures de révision des condamnations, les indemnités allouées aux personnes relaxées ou acquittées. En outre, jusqu'en 1990, ce poste budgétaire comprenait l'indemnisation des victimes de violences (loi de janvier 1977 modifiée par la loi de juillet 1983 et le décret de mars 1986) ou d'atteintes aux biens (loi de janvier 1980), respectivement 78 et 4 millions de francs pour 1990. Depuis l'entrée en vigueur en 1991 de la loi de juillet 1990, les indemnisations sont prises en charge par un fond de garantie alimenté par une taxe sur les assurances et n'apparaissent donc plus sous ce chapitre budgétaire. En 1991, le montant des sommes allouées par les commissions a été de 202 millions de francs.

Depuis 1992, en raison de la réforme de l'aide juridique, la structure des frais de justice a été à nouveau modifiée.

Tableau 20 : Frais de justice en matière pénale.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Frais de justice en matière pénale	585,1	613,9	667,4	641,2
Indemnisation des victimes de violences (et d'atteintes aux biens).				202,0
Source : ministère de la Justice.				

2.1.3 Casier judiciaire

Ces dépenses sont imputables dans leur totalité à la répression pénale.

Tableau 21 : Dépenses du Casier Judiciaire National.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
- Dépenses de personnel	26,3	30,9	33,1	35,1
- Dépenses de fonctionnement et informatique	12,3	21,6	27,0	31,7
Total	38,6	52,5	60,1	66,8
Source : ministère de la Justice.				

L'ensemble des dépenses (à la charge des finances publiques), pour juridictions en matière pénale s'élève à 3,7 milliards de francs en 1991. Cela représente une augmentation de 17% par rapport à 1988. Les frais de justice, compte tenu des réformes, n'ont augmenté que d'un peu plus de 9%. (tableau 22)

Tableau 22 : Ensemble des dépenses des juridictions en matière pénale.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Services judiciaires	2 577,1	2 592,9	2 900,4	3 049,1
Frais de justice	585,1	613,9	667,4	641,2
Casier judiciaire	38,6	52,5	60,1	66,9
Indemnisation des victimes de violences (et d'atteintes aux biens)				202,0
TOTAL	3 200,8	3 259,3	3 627,9	3 959,2
Source : ministère de la Justice - CESDIP.				

2.2 Administration pénitentiaire

Ces dépenses sont engagées pour l'emprisonnement et l'exécution des peines en milieu ouvert. Nous considérons ces crédits comme concernant exclusivement la répression, bien que ceux consacrés non à une sanction mais à la seule réinsertion des détenus (pour éviter la récidive) pourraient être imputés tout aussi bien à la prévention.

Les dépenses de l'administration pénitentiaire s'élèvent à **5,3 milliards de francs en 1991**, soit une augmentation de 19% par rapport à 1988 (voir tableau 23).

Parmi l'ensemble de ces dépenses les différents postes évoluent de façon divergente :

dépenses de personnel : +34%,
dépenses de fonctionnement : +54%,
investissements : -42%.

En fait, à ne considérer que les années 1988-1991 on masque le phénomène budgétaire le plus lourd de la période : la montée en puissance entre 1987 et 1989 du programme "13 000" (initialement 15 000) de construction de nouvelles prisons. Entre 1987 et 1989, les dépenses pénitentiaires ont augmenté de 57%. L'essentiel de cette augmentation tient à l'explosion du poste investissement en 1989 (+100%) alors que l'évolution des dépenses de personnel est plus linéaire (voir tableau 24).

Tableau 23 : Dépenses de l'Administration Pénitentiaire.

En millions de francs					
	1987	1988	1989	1990	1991
- Dépenses de personnel	2 037,0	2 177,1	2 437,4	2 705,3	2 921,4
- Dépenses de fonctionnement	974,9	1 143,2	1 138,5	1 409,0	1 756,0
- Investissements	767,3	1 166,7	2 359,5	1 822,1	680,5
TOTAL	3 779,2	4 487,0	5 935,4	5 936,4	5 357,9
Source : ministère de la Justice.					

Tableau 24 : Evolution des dépenses de l'Administration Pénitentiaire entre 1987 et 1991.

En millions de francs					
	1987	1988	1989	1990	1991
- Personnel en %	2 037	2 177 + 6,9	2 437 + 12	2 705 + 11	2 921 + 8
- Investissements en %	767	1 166 + 52	2 359 + 102	1 822 - 23	680 - 63
Source : ministère de la Justice.					

2.3 Protection judiciaire de la jeunesse

Les services de la protection judiciaire de la jeunesse qui ont succédé en 1990 à l'Education surveillée créée en 1945, interviennent auprès de deux types de publics : *les mineurs en danger* (Loi du 4 juin 1970) et *les mineurs délinquants* (mesures prévues principalement par l'ordonnance du 2 février 1945).

L'action s'appuie sur des services et des établissements publics, assurant des missions d'investigation et de prise en charge. Elle repose aussi sur le concours d'un important secteur associatif spécialisé.

Le secteur public (456 établissements et services) a l'exclusivité de certaines mesures éducatives en matière pénale. Pour l'ensemble des autres mesures, il est compétent conjointement avec le *secteur associatif habilité* (978 établissements et services) fonctionnant sur subventions de prix de journée et assurant environ les 2/3 de la totalité des prises en charge judiciaires. Enfin certaines mesures d'assistance éducative peuvent être confiées aux services départementaux d'aide sociale à l'enfance. Les effectifs des mineurs jugés et pris en charge en 1990 figurent au tableau 25.

Tableau 25 : Effectif des mineurs pris en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse en 1990

	Jugés	Pris en charge		
		Secteur associatif	Secteur public	Total
Mineurs en danger	157 000	140 000	46 000	186 000
Mineurs délinquants	62 000	1 000	20 000	21 000
Source : ministère de la Justice.				

Tous les mineurs jugés ne sont pas nécessairement pris en charge par un service éducatif : ils peuvent être confiés à un parent ou en cas d'affaires peu graves simplement admonestés (40% des mineurs délinquants sont admonestés).

Les prises en charge des mineurs en danger, par leur durée, augmentent par un effet de stock le chiffre des effectifs.⁶ Ces derniers ne peuvent donc pas servir de clé de répartition des dépenses.

Répression/prévention

On pourrait supposer que les dépenses afférentes aux mineurs délinquants ne sont que des dépenses de répression alors que celles afférentes aux mineurs en danger seraient, pour partie, des dépenses de prévention. Cette distinction ne recouvre pas toujours la réalité. Le choix par le juge du texte sur lequel il appuie ses décisions (ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants ou loi de 1970 sur les mineurs en dangers) dépend bien plus souvent d'un souci d'efficacité et de sévérité de la mesure que de la situation réelle du mineur sur le plan pénal.

a) - Dépenses de répression :

Les services de la PJJ estiment que les dépenses concernent des mineurs délinquants à 33% dans le secteur public et 10% dans le secteur habilité.

⁶ Direction de la protection judiciaire de la jeunesse, *Jeunes en danger, jeunes délinquants*, Paris, ministère de la Justice, 1992.

Tableau 26 : Dépenses du ministère de la Justice en matière de répression (mineurs délinquants).

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Secteur associatif (prix de journée à la charge des services de la P.J.J.)	590,2	622,2	708,9	772,5
- dont mineurs délinquants (10 %)	59,0	62,2	70,9	77,2
2 Secteur public	858,8	924,4	957,9	1 027,6
dont :				
- Dépenses de personnel	633,6	678,3	698,7	736,0
- Dépenses de fonctionnement	200,9	208,9	217,7	253,2
- Investissements	24,2	37,1	41,4	38,4
- dont mineurs délinquants (33 %)	283,4	305,0	316,1	339,1
Dépenses en matière de répression (mineurs délinquants)	342,4	367,2	387,0	416,3
Source : ministère de la Justice.				

b) - Dépenses de prévention :

Le quota ici est particulièrement malaisé à établir. Faute de chiffres plus précis nous estimons les dépenses de prévention à la moitié du montant des autres dépenses du secteur publique, toutes celles ne concernant pas des mineurs délinquants, qui représentent 66% de l'ensemble. Les dépenses de caractère d'assistance éducative pré-délinquante sont ainsi estimées forfaitairement à 33% (50% de 66%). Pour le secteur associatif habilité, nous appliquerons un quota identique à celui du secteur public.

Tableau 27 : Dépenses du ministère de la Justice en matière de prévention (mineurs en danger).

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Secteur associatif	590,2	622,2	708,9	772,5
2 Secteur public	858,8	924,4	957,9	1 027,6
Total - Service de la P.J.J.	1 449,0	1 546,6	1 666,8	1 800,1
Dépenses en matière de protection judiciaire (prévention) (estimé à 33 %)	478,2	510,4	550,0	594,1
Source : ministère de la Justice. Cf. CESDIP.				

c) - Dépenses de protection judiciaire de la jeunesse ayant un caractère pénal :

Tableau 28 : Dépenses du ministère de la Justice en matière de prévention et de répression des mineurs.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Secteur associatif	253,8	267,4	304,8	332,2
dont Prévention	194,8	205,2	233,9	255,0
Répression	59,0	62,2	70,9	77,2
2 Secteur public	566,8	610,0	632,2	678,2
dont Prévention	283,4	305,0	316,1	339,1
Répression	283,4	305,0	316,1	339,1
TOTAL	820,6	877,4	937,0	1 010,4
dont Prévention	478,2	510,2	550,0	594,1
Répression	342,4	367,2	387,0	416,3
Source : ministère de la Justice. Cf. CESDIP.				

Les dépenses en matière de protection judiciaire des mineurs (répression et prévention) s'élèvent à 1 milliard de francs en 1991, soit une augmentation de 23% entre 1988 et 1991 due principalement au développement du secteur associatif (+ 31%, contre 19% pour le secteur public).

Dépenses à la charge du ministère de la Justice :

L'ensemble des dépenses à la charge du ministère de la Justice en matière de prévention et de répression peut être estimé à 10,1 milliards de francs en 1991 après avoir atteint un maximum de 10,5 milliards de francs en 1990. Pour 94%, ce sont des dépenses de répression. Sur la période 1988-1991, l'ensemble des dépenses du ministère de la Justice ont augmenté de 19% (+17% pour les juridictions, +19% pour les dépenses pénitentiaires et +23% pour les mineurs).

Tableau 29 : Dépenses du ministère de la Justice en matière pénale.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Répression	8 030,2	9 561,9	9 951,3	9 531,4
dont Juridictions	3 200,8	3 259,3	3 627,9	3 757,2
Administration Pénitentiaire	4 487,0	5 935,4	5 936,4	5 357,9
Mineurs délinquants	342,4	367,2	387,0	416,3
2 Prévention des mineurs	478,1	510,2	555,0	594,1
3 Indemnisation des victimes				202,0
TOTAL	8 508,3	10 072,1	10 506,3	10 327,5
Source : ministère de la Justice.				

Les chiffres de 1987 et 1988 (respectivement 7,5 et 8,5 milliards de francs) sont difficilement comparables du fait des changements de modes d'estimation : quotas en hausse pour les dépenses des juridictions et en baisse pour les dépenses de protection judiciaire des mineurs. Sans changement de

quotas, les dépenses des juridictions auraient augmenté de 12% et celles de la protection judiciaire des mineurs d'environ 10% (au lieu de baisser).

Le fait saillant dans l'évolution du budget de la justice entre 1987 et 1989 est le poids du programme de construction de nouvelles prisons qui fait croître ce poste budgétaire de près de 60%.

3. Prévention sociale

Il est plus difficile que jamais de déterminer parmi l'ensemble des mesures de politiques sociales celles ayant un caractère pré-délinquantiel. On oscille entre le risque de sous-estimation : la seule prévention spécialisée classique (les agences dont la mission est uniquement de prévention) et la surévaluation : toutes les actions visant les problèmes sociaux relatifs à l'habitat, la santé, l'éducation, l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficultés etc... L'objectif étant de lutter indirectement contre la délinquance en agissant sur le contexte social, culturel et économique (Robert, 1991).

Ces dernières années, les modes d'intervention et la gestion de ce secteur ont considérablement été modifiés. Il y a eu en même temps, d'une part le passage progressif d'une prévention spécialisée vers des politiques plus globales de développement social (où la délinquance n'est pas traitée de façon spécifique) et d'autre part la mise en place de la décentralisation. Cette dernière a entraîné "un élargissement du cercle des acteurs locaux concernés par les questions de prévention et l'apparition, plus ou moins affirmée d'acteurs sociaux qui, d'ordinaire, n'apparaissent pas d'évidence comme compétents dans ce domaine" (Lombard, Godefroy et Laffargue, 1992). Enfin, l'arrivée récente d'un nouvel acteur, le ministère de la Ville, et sa forte montée en puissance ont renforcé cette évolution.

Il est ainsi de plus en plus difficile d'évaluer au niveau national l'ensemble des activités menées en faveur de la prévention de la délinquance. Une approche au niveau local entreprise récemment devrait permettre de mieux prendre en compte la complexité et la diversité des différents dispositifs mis en place (Lombard, Godefroy et Laffargue, 1992).

L'estimation présentée ici repose sur des budgets centraux et les dotations faites par l'Etat aux collectivités locales pour le transfert des compétences dans le cadre de la décentralisation. Nous avons retenu les budgets de l'*Aide Sociale* (le plus conséquent) et du *ministère de la Ville* (en croissance rapide).

3.1 Aide sociale

L'Aide Sociale est destinée aux personnes qui en raison de leur maladie, leur âge ou leur handicap ont des ressources insuffisantes pour faire face à leurs besoins et pour qui les autres formes de solidarité (protection sociale ou solidarité familiale) sont insuffisantes ou inexistantes.

La gestion de ce secteur a été considérablement modifiée avec la mise en place de la loi de décentralisation (1983). La quasi totalité des compétences en matière d'Aide Sociale a été transférée aux départements. Ils sont devenus les principaux acteurs de la mise en oeuvre des politiques en la matière, l'Etat ne gardant une compétence que pour certaines prestations bien définies.

En 1990, sur plus de 50 milliards de dépenses d'Aide Sociale, la part des départements a été de 43,5 milliards de francs. Cette somme importante représente 42% des dépenses de fonctionnement des budgets des départements.

Aide Sociale Départementale :

Il s'agit principalement des dépenses d'*Aide Sociale à l'Enfance* (ASE), c'est-à-dire les actions préventives liées à la protection sociale des mineurs et de leur famille. La responsabilité du service de l'aide sociale à l'enfance a été transférée au Président du Conseil général.

Le service de l'ASE intervient sous forme :

- d'aide à domicile,
- d'actions de prévention de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse, dite de prévention spécialisée,
- d'entretien et d'hébergement de mineurs confiés en application du code civil ou de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante.

Le montant global de l'ASE en 1990 est de 17,6 milliards de francs.

Si l'on peut individualiser les budgets des Clubs et équipes de prévention (600 millions de francs en 1989 dont 95% financés par l'ASE), il n'en est pas de même des autres prestations pouvant avoir un caractère pré-délinquantiel.

Aide sociale à la charge de l'Etat :

Parmi ces dépenses deux postes sont à retenir :

- les Centres d'hébergements et de réadaptation sociale,
- les prises en charge des "sans domicile fixe".

Les *Centres d'Hébergements et de Réadaptation Sociale (CHRS)* accueillent des personnes privées de travail et de logement, plus ou moins désocialisées : vagabonds, anciens détenus, inculpés sous contrôle judiciaire, personnes en danger de prostitution ou réfugiés sans logement. Les frais de fonctionnement sont pris en charge par l'Etat. Les dépenses sont évaluées en 1990 à 1,9 milliards de francs.

L'Etat prend aussi en charge, les dépenses relatives aux prestations normalement à la charge du département (aides aux familles en difficulté) quand celles-ci sont engagées en faveur de personnes *Sans Domicile Fixe (SDF)* dont la présence sur le territoire métropolitain résulte de circonstances exceptionnelles ou pour lesquels aucun domicile n'a pu être déterminé. Les dépenses sont évaluées en 1990 à 1,1 milliards de francs.

A cela viennent s'ajouter 88 millions de francs (en 1989) pour la prévention et la réadaptation sociale.

Il est malheureusement impossible d'imputer une part précise de ces dépenses (à la charge du département ou de l'Etat) relative à des actions de prévention de la délinquance. En l'absence de meilleures estimations, nous retenons un quota forfaitaire de 50% de l'ensemble de ces dépenses (tableau 30).

Entre 1988 et 1990 ces dépenses ont augmenté de 5%, passant de 9,8 à 10,3 milliards de francs. Pour 1991, elles peuvent être estimées à **10,5 milliards de francs**.

Tableau 30 : Dépenses estimées d'Aide Sociale en matière de prévention.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
Compétence du département				
Aide Sociale à l'enfance et à la mère	16 695,5	16 772,2	17 613,9	nd
Compétence de l'Etat				
1 C.H.R.S.	1 724,0	1 781,2	1 933,7	nd
2 S.D.F.	1 144,7	1 105,7	1 040,1	nd
3 Prévention et réadaptation sociale	51,8	88,0	nd	nd
Total	19 616,0	19 747,1	20 587,7	nd
Dépenses d'Aide Sociale en matière de prévention	9 808,0	9 873,5	10 293,8	10 550 e
Sources : ministère des Affaires Sociales et de l'Intégration, SESI - CESDIP. nd : Non disponible e : Estimation				

3.2 Politique de la ville

Le projet de Loi de finances pour 1992 présente un récapitulatif de l'effort financier consacré à la politique des villes et de développement social urbain pour les années 1990, 1991 et 1992. Il permet de mesurer la croissance rapide (doublement en deux ans) de ces crédits à la charge de l'Etat, qui sont passés de 3 milliards en 1990 à un peu plus de 6 milliards de francs en 1992.

Tableau 31 : Récapitulatif budgétaire de la politique de la ville et du développement social urbain.

En millions de francs			
	1990	1991	1992
Etat et F.A.S.	2 998,6	5 071,4	6 258,1
Fonds européens	5,9	8,5	8,9
Programme Développement solidarité de la Caisse des Dépôts et Consignation	716,4	869,5	1 070,0
TOTAL	3 720,9	5 949,4	7 337,0
Source : Projet de loi de finances pour 1992 - D.I.V.			

Tous ces crédits ne peuvent être directement liés à une politique de prévention des délinquances. Ils relèvent de politiques plus globales en faveur de quartiers urbains défavorisés afin d'améliorer la sécurité des populations vis-à-vis de divers risques sociaux, la délinquance n'en étant qu'un parmi d'autre, quoique sans doute privilégié.

Nous retenons trois postes de dépenses :

- les crédits spécifiques finançant des actions de prévention de la délinquance (109,5 millions de francs en 1991) ;
- parmi les crédits relevant de divers ministères concourant à la politique de la ville, ceux relatifs au programme "favoriser l'accès au droit et prévenir la délinquance" (79,9 millions en 1991) ;
- à ces deux postes on peut ajouter, parmi les crédits relevant de divers ministères, ceux destinés à la lutte contre la drogue et non inclus dans ce programme "favoriser l'accès au droit et prévenir la délinquance" (379,4 millions de francs en 1991).

L'ensemble des dépenses relevant de la politique des villes contribuant à la prévention peut être évaluée pour 1991 à 569 millions de francs (tableau 32).

Tableau 32 : Estimation des dépenses de prévention relevant de la politique de la ville.

En millions de francs			
	1990	1991	1992
- Prévention de la délinquance	71,5	109,5	119,5
- Favoriser l'accès au droit et prévenir la délinquance	31,8	79,9	86,7
- Lutte contre la drogue	272,3	379,4	378,3
TOTAL	375,6	568,8	584,5
Sources : D.I.V. - C.E.S.D.I.P.			

L'évolution entre 1990 et 1991 (+52%) comparée à la quasi stagnation de 1992 (+2,8%) montre la mise en place à cette époque des programmes plus spécifiquement liés à la prévention de la délinquance que ce soit au travers des crédits spécifiques (+53%) ou des crédits relevant de divers ministères (programme "favoriser l'accès au droit et prévenir la délinquance", +150%). Entre 1990 et 1992, la part des crédits spécifiques (prévention de la délinquance) reste stable (de l'ordre de 20% de l'ensemble) alors que la part de ceux relevant de divers ministères en faveur du programme "favoriser l'accès au droit et prévenir la délinquance" passe de 9 à 15% tandis que ceux destinés à la lutte contre la drogue passe de 72% à 65%.

L'ensemble des dépenses en matière de prévention sociale contribuant à la prévention des infractions peuvent être estimées à 11,1 milliards de francs en 1991 (tableau 33).

Les crédits relevant de la politique des villes, bien qu'en forte croissance, représentent, par rapport aux formes plus traditionnelles et moins transversales de prévention sociale, une part encore fort modeste (5%).

Tableau 33 : Dépenses de prévention sociale.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
- Aide Sociale	9 808,0	9 873,5	10 293,8	10 550 e
- Politique des villes	ns	ns	375,6	568,8
	9 808,0	9 873,5	10 669,4	11 118,8
Source : CESDIP. e : Estimation ns : Non significatif				

4. Amendes et travail pénitentiaire

L'exécution des sanctions pécuniaires ou carcérales permet à l'Etat de percevoir des recettes qui viennent en déduction de toutes les dépenses estimées ci-dessus.

4.1 Amendes et condamnations pécuniaires

On peut distinguer du point de vue comptable :

- les amendes forfaitaires de la police de la circulation (timbres-amendes),
- les autres amendes et condamnations pécuniaires qui peuvent être des titres à recouvrer (amendes forfaitaires majorées ou ordonnances pénales deuxième phase par exemple) ou des encaissements au comptant comme les ordonnances pénales première phase.

4.1.1 amendes forfaitaires de la police de la circulation (timbres amendes)

Le produit de ces amendes résulte essentiellement de la vente des timbres amendes.

Le montant a été de 951 millions de francs en 1991 (tableau 34).

Tableau 34 : Montant des amendes forfaitaires de la police de la circulation.

En millions de francs					
	1987	1988	1989	1990	1991
Timbres amendes	690,4	554,1	843,7	863,9	950,7
Source : Direction de la Comptabilité publique.					

Le montant de 1988 est du niveau de 1986 et il est inférieur de 20% à 1987 et de 50% à 1989. C'est un effet de la loi d'amnistie qui a fait suite à l'élection présidentielle de 1988.

4.1.2 Les autres amendes et condamnations pécuniaires

- *Les titres à recouvrer* : amendes forfaitaires majorées, extraits d'ordonnances pénales (deuxième phase), extraits de jugements, extraits d'arrêts et divers titres exécutoires (aide judiciaire...) se sont élevés à 2,7 milliards de francs en 1991 (tableau 35).

Les sommes mises en recouvrement sont celles de l'année, auxquelles il faut ajouter le report des années précédentes des sommes non encore recouvrées. Les sommes effectivement recouvrées dans l'année ne concernent donc pas seulement des peines prononcées dans l'année. Néanmoins, sous l'hypothèse d'une constance relative de ces reports, on peut retenir ces chiffres comme estimation de l'année.

Tableau 35 : Recouvrement sur titres à recouvrer des autres amendes et condamnations pécuniaires.

En millions de francs						
	1983	1987	1988	1989	1990	1991
Report des années précédentes	1 239,6	4 884,5	1 373,9	1 232,3	3 746,1	6 535,9
Année courante	2 226,1	5 034,6	1 771,3	5 797,4	7 222,8	7 456,8
Total des sommes mises en recouvrement	3 465,7	9 919,1	3 145,2	7 029,7	10 968,9	13 992,7
Sommes effectivement recouvrées	1 096,9	1 968,4	1 103,7	1 747,0	2 353,1	2 697,9
Source : Direction de la Comptabilité publique.						

- *Les encaissements au comptant* : ordonnances pénales (première phase), condamnations à des jours-amende et diverses transactions se sont élevées à 725 millions de francs en 1991 (tableau 36).

Tableau 36 : Encaissement au comptant des autres amendes et condamnations pécuniaires.

En millions de francs						
	1983	1987	1988	1989	1990	1991
Encaissement au comptant	367,6	592,6	392,5	604,2	694,0	725,1
Source : Direction de la Comptabilité publique.						

Comme pour les timbres amendes, l'effet de la loi d'amnistie est assez brutal pour ces deux postes. Les chiffres de 1988 sont au niveau de 1983 et l'année 1989 permet de retrouver des valeurs de l'ordre de celles de 1987. A la vue de ces chiffres on peut mesurer l'impact d'une loi d'amnistie et de son effet dans le temps.

En 1991, les amendes et condamnations pécuniaires ont rapporté un peu plus de 4,3 milliards de francs (tableau 37).

Tableau 37 : Recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires.

En millions de francs					
	1987	1988	1989	1990	1991
1 Amendes forfaitaires (timbres amendes)	690,4	554,1	843,7	863,9	950,7
2 Autres amendes					
- sur titres à recouvrer	1 968,4	1 103,7	1 747,0	2 353,1	2 697,9
- encaissements au comptant	592,6	392,5	604,2	694,0	725,1
3 Total	3 251,4	2 050,3	3 194,9	3 911,0	4 373,7
Source : Direction de la comptabilité publique.					

4.2 Travail pénitentiaire

Les statistiques sur la rémunération du travail pénitentiaire ne sont plus disponibles depuis 1990.

Pour 1989 dernière année connue, la rémunération brute d'ensemble du travail pénitentiaire a été de **202,9 millions de francs** dont :

- cotisations ouvrières : 26,5
- part des détenus : 153,2
- frais d'entretien : 23,2

C'est ce prélèvement pour frais d'entretien qui constitue le rapport du travail pénitentiaire pour les finances publiques.

Au total, le rapport pour l'Etat *des amendes et du travail pénitentiaire* a été de **4,4 milliards de francs** en 1991 (tableau 38).

Tableau 38 : Rapport des amendes et du travail pénitentiaire.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
- Recouvrement des amendes	2 050,3	3 194,9	3 911,0	4 373,7
- Travail pénitentiaire	e 20,0	23,2	e 25,0	e 25,0
TOTAL	2 070,3	3 218,1	3 936,0	4 398,7
Source : CESDIP.		e : Estimation		

LES DEPENSES PUBLIQUES DE SECURITE

Les dépenses publiques nettes pour la prévention et la répression des infractions peuvent ainsi être évaluées à 36,8 milliards de francs (41,2 en chiffre brut avant déduction des recettes) pour 1991 (tableau 39).

Tableau 39 : Les Dépenses publiques de sécurité.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Les Polices	17 518	17 791	18 990	19 978
dont Prévention	8 203	8 177	8 560	8 897
Répression	9 315	9 614	10 430	11 081
2 Justice	8 508	10 072	10 506	10 327
dont Prévention	478	510	555	594
Répression	8 030	9 562	9 951	9 531
3 Prévention sociale	9 808	9 874	10 669	11 119
TOTAL	35 834	37 737	40 165	41 424
dont Prévention	18 489	18 561	19 784	20 610
Répression	17 345	19 176	20 381	20 612
4 Amendes et Travail pénitentiaire	2 070	3 218	3 936	4 399
TOTAL	33 764	34 519	36 229	37 025
dont Prévention	18 489	18 561	19 784	20 610
Répression	15 275	15 958	16 445	16 213

Source : CESDIP.

De l'analyse du tableau 39 nous pouvons tirer trois indications concernant le budget public de sécurité :

- le poids en 1988 et 1989 des dépenses engagées pour la construction de nouvelles prisons,
- au sein de la prévention, le développement de la prévention sociale non spécialisée,

- une territorialisation des actions de prévention répondant à des logiques locales, la répression restant soumise à une logique centrale.

a) - La construction des nouvelles prisons :

Entre 1988 et 1991, les dépenses de prévention et de répression pour les trois actions retenues (polices, justice et prévention sociale) sont passées de 35,8 à 41,2 milliards de francs soit une augmentation de 15% sur trois ans (prévention sociale +13%, polices +14% et justice + 19%).

Cette croissance s'est faite sur les deux premières années (un peu plus de 5% en 1989 et de 6% en 1990 alors que l'augmentation de 1991 est restée inférieure à 3%) et pour 1989 exclusivement au bénéfice des dépenses de répression.

Les dépenses de répression et celles de prévention, chacune 20,6 milliards en 1991, ont ainsi évolués en sens inverse sur la période : forte croissance des dépenses de répression en 1989 (+ 10,5%) et quasi stagnation en 1991 (+ 1,1%) et, pour les dépenses de prévention, stagnation en 1989 (moins de 0,4%) et augmentation en 1990 et 1991 (+ 6,6 et + 4,2%). Il s'ensuit un effet de ciseaux en 1989. Alors que les dépenses de prévention représentent près de 52% de l'ensemble en 1988, pour la première fois en 1989 les dépenses de répression dépassent celles de prévention (51%/49%). Les dépenses d'investissement pour le programme de construction de nouvelles prison ont pesé pour beaucoup cette année là.

Cette évolution traduit bien la prégnance dans l'ensemble des dépenses publiques de sécurité, du programme de construction de nouvelles prisons (les dépenses de répression justice ayant augmenté de près de 20% entre 1988 et 1989 et les investissements de l'administration pénitentiaire d'un peu plus de 200% entre 1987 et 1989).

b) - Le développement de la prévention sociale :

Les dépenses de prévention sociale continuent de croître plus vite que celles de prévention spécialisée (de 53% en 1988 et 1989 elles passent à 54% en 1990 et 1991). Mais surtout la croissance générale des dépenses de prévention

en 1990 (un peu plus de 6%) est le fait de l'augmentation des dépenses de prévention sociale (+ 8%) alors que les dépenses de prévention du système pénal ne croissent que de moins de 5%.

c) - Logiques locales pour la prévention et logique centrale pour la répression ?

On peut tenter une répartition des dépenses publiques de sécurité suivant qu'elles obéissent à une logique locale ou à une logique centrale. Soit en 1991, un peu plus de 13 milliards et 28 milliards de francs.

On peut estimer que relèvent de la première : les dépenses de police municipale (1,5 milliards de francs), celles de prévention sociale (11,1 milliards) ainsi que les dépenses de prévention judiciaire (594 millions), en raison du poids des associations (près de 80% des dépenses financent le secteur associatif) dans le dispositif. Ces dépenses de sécurité relevant d'une gestion locale représentent les deux-tiers des dépenses de prévention. Il s'agit là d'une évaluation minimale.

Par exemple, la police et la gendarmerie, relevant pourtant d'une autorité et d'un financement central, modulent bien souvent leurs actions en fonction du contexte local, notamment sous la pression des élus. Se mettent en place ainsi des micro-politiques locales pour des corps qui sont pourtant très centralisés et hiérarchisés (Gatto et Thoenig, 1992). Leurs activités particulièrement en matière de prévention releveraient pour une part à des logiques locales.

Cela souligne, à nouveau, un des faits marquants de l'évolution des dépenses publiques de sécurité : une répartition des compétences donnant un rôle privilégié aux autorités locales en matière de prévention, la répression restant l'apanage de l'Etat central ; mais aussi la difficulté d'évaluer cette évolution en termes de coûts : bien souvent l'ordonnateur des dépenses ou celui qui exerce une influence déterminante sur l'orientation des politiques (échelon local), n'est pas le financeur final (budget de l'Etat).

CHAPITRE 2

LES DEPENSES PRIVEES

Ce sont les dépenses faites par les entreprises et les ménages pour prévenir des actes délinquants ou réparer leur conséquences.

On peut distinguer les dépenses de protection préventive faites pour se protéger contre des actes délinquants (comme le recours à du gardiennage ou à des systèmes de protection) des dépenses d'assurance qui, à l'inverse des premières, ne se situent pas en amont mais en aval de l'incident et visent à une indemnisation du préjudice subi (les dépenses de protection rétributive).

Cette distinction comptable n'implique pas qu'il s'agisse d'ensembles disjoints. Ainsi que l'a bien montré F. Ocqueteau, les assurances, bien qu'intervenant postérieurement à la situation-problème, jouent un rôle tout à fait important dans le développement des mesures de protection censées prévenir l'incident (Ocqueteau, 1992).

1 Les dépenses de protection

On trouvera une description complète de ce secteur de la sécurité privée dans les travaux de Frédéric Ocqueteau. Pour une appréciation du chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur et des effectifs employés on se reportera plus spécialement aux pages 25 à 55 et 245 à 257 dont nous avons extrait les éléments figurant au tableau 40 (Ocqueteau, 1992). Il est établi sur la base de diverses données (cabinets de marketing, syndicats professionnels, presse spécialisée ou sources officielles).

Tableau 40 : Les chiffres d'affaires de la sécurité privée.

En millions de francs							
	(1) THORPE (1988)	(2) DEDECKER (1990)	(3) SYNIAL (1990)	(4) EURALARME (1989)	(5) E.T.S. (1990)	(6) PRECEPTA (1987)	(7) INSEE
Ensemble du marché de la sécurité	11 900				37 600		
Gardiennage		7 700			8 000	5 500	1989 : 7 700 1987 : 6 600
Transport de fonds		1 700			1 000		1989 : 1 100 1987 : 1 200
Alarme		matériel électronique 700		incendie : 1 000 vol : 2 500	3 800		
Télésurveillance			500		1 000		1989 : 320
Serrurerie		matériel mécanique 1 750			3 000		

Source : F. OCQUETEAU, 1992.

(1) C.A. du marché de la sécurité en Europe calculé par le Cabinet Mc Alpine, Thorpe & Warrrier (Thorpe, 1990).
 (2) C.A. du marché européen de la sécurité pour les trois secteurs dominants (gardiennage, transport de fonds et matériel mécanique et électronique de sécurité) (Dedecker, 1991).
 (3) Syndicat professionnel (Syndicat National des Installateurs d'Alarmes).
 (4) Estimation du marché européen des systèmes d'alarme incendie et vol pour une association professionnelle (En Toute Sécurité, juin 1991, 62, p.15).
 (5) En Toute Sécurité, presse spécialisée (sécurité au sens large, aussi bien sécurité des matériels d'usines que des hommes au travail) (En toute sécurité, juin 1991, 62, p. 2).
 (6) Cabinet de marketing. Etude sur les sociétés de gardiennage de 20 salariés et plus (Brasier, 1990).
 (7) Enquête INSEE sur les entreprises de plus de 20 salariés (Ocqueteau, 1992, p. 47).

Malgré les différences entre les divers modes d'estimation, les chiffres figurant au tableau 40 donnent une idée de la taille du secteur. Les estimations de l'activité des entreprises de gardiennage et de transport de fonds sont assez cohérentes. Il n'en va pas de même de l'évaluation des moyens électroniques (comme les alarmes et la télésurveillance). Ce secteur d'activité est d'apparition récente et connaît un développement rapide, d'où la difficulté d'en évaluer l'ampleur.

Les effectifs sont un autre moyen de mesurer le développement de ce secteur. On peut en avoir une assez bonne estimation par le recensement des agréments préfectoraux donnés aux entreprises et services de surveillance et de transports de fonds et à leurs employés (tableau 41).

Tableau 41 : Effectifs des entreprises de services de gardiennage et transport de fonds.

Effectifs	1990	1991
- Entreprises prestataires	57 673	73 346
- Services internes	11 690	15 470
Total	69 363	88 816
Source : F. OCQUETEAU, 1992, p. 249.		

Dans le cadre d'une estimation des coûts de contrôle des délinquances nous ne tenons compte que des dépenses du secteur concernant la prévention de ces activités.

Nous retenons deux types de dépenses :

- le gardiennage et le transport de fonds,
- les systèmes de protection mécanique, électronique ou informatique.

1.1 Les entreprises de gardiennage et de transport de fonds

Sur la base d'estimation faite par un syndicat professionnel regroupant les cent vingt plus grosses entreprises, nous avons évalué précédemment le chiffre d'affaires des entreprises de surveillance à 2,4 milliards de francs pour 1984 (Godefroy et Laffargue, 1989). A la lumière d'évaluations plus récentes, ce chiffre apparaît considérablement sous-estimé. Elles sont assez concordantes et l'on peut situer le chiffre d'affaires des entreprises de gardiennage entre 7 et 8 milliards de francs pour les années 1989/1990 (voir tableau 40).

L'enquête annuelle sur les entreprises de services faite par l'INSEE permet d'apprécier l'évolution de ce secteur. Entre 1984 et 1989, les entreprises de gardiennage ont connu une forte croissance annuelle de leur chiffre d'affaires, de l'ordre de 15% en moyenne sur ces cinq années. Les entreprises de transports de fonds ont vu croître leur chiffre d'affaires de 35% entre 1984 et 1989 malgré une baisse en 1988 et 1989.

Le tableau 42 retrace l'évolution des effectifs et des chiffres d'affaires des entreprises de transports de fonds et de gardiennage. Nous avons estimé leur développement pour les années 1990 et 1991 sur la base de la conjoncture économique générale et d'un développement propre de chacun des deux secteurs.

Pour les *entreprises de gardiennage*, nous supposons que le ralentissement de leur activité déjà perceptible en 1989 (+ 7%, contre près de 14% en 1987) s'est poursuivi et nous retenons une croissance respective en 1990 et 1991 respectivement de 4% et 3%.

Pour les *entreprises de transports de fonds*, les déclarations fiscales des quatre plus grosses entreprises indiquent une forte croissance en 1990 et 1991 (+17% et +11%). On peut légitimement supposer que l'effritement du chiffre d'affaires de l'ensemble est enrayé et retenir un chiffre d'affaires global de 1,1 milliards de francs en 1990 et 1991 pour l'ensemble du secteur (voir tableau 42).

Tableau 42 : Dépenses en matière de transports de fonds et de gardiennage.

		C.A. en millions de francs									
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991		
								(e)	(e)		
1	Transports de fonds										
	- Effectifs	4 361	4 533	4 538	5 971	5 380	5 272	nd	nd		
	- Chiffre d'Affaires	786	995	986	1 180	1 130	1 075	e 1 100	e 1 100		
2	Gardiennage										
	- Effectifs	41 943	42 500	43 964	46 397	49 691	52 451	nd	nd		
	- Chiffre d'Affaires	4 430	5 236	5 870	6 595	7 234	7 745	e 8 000	e 8 200		
TOTAL	Effectifs	46 304	47 033	48 502	52 368	55 071	57 723	nd	nd		
	Chiffre d'Affaires	5 216	6 231	6 856	7 775	8 364	8 820	e 9 100	e 9 300		
Source : INSEE, enquête annuelle Entreprises de services, pour les années 1984 à 1989 ; in Ocqueteau F., 1992.											
e : estimation sur la base d'une baisse générale de l'activité économique et des particularités de chacune des branches.											
nd : non disponible.											

L'estimation pour 1991 du chiffre d'affaires des entreprises de transports de fonds et de gardiennage est d'un peu plus de 9 milliards de francs dont 1,1 milliards pour les premières et 8,2 milliards pour les secondes.

1.2 Les systèmes de protection

Il s'agit d'évaluer le chiffre d'affaires de l'ensemble des producteurs et installateurs de systèmes de protection mécanique, électronique ou informatique contre des actes délinquants. Ici les estimations sont beaucoup plus divergentes et l'on ne peut que donner des ordres de grandeurs.

Systèmes mécaniques (serrurerie, blindage)

On dispose de deux estimations pour 1990 : celle de la presse spécialisée (*En toute sécurité*) - 3 milliards de francs- et celle de Dedecker -1,75 milliards (cf. tableau 40).

En l'absence d'informations plus précises, on retient une estimation moyenne pour 1990 de 2 350 millions de francs.

Le ralentissement de l'économie générale se fait également ressentir : par exemple le taux de croissance de la plus grosse de ces entreprises qui était en 1989 de 10% inférieur à celui de 1990, n'a augmenté que de 6% en 1991.

On retiendra donc les estimations suivantes :

1989 : 2 100 millions de francs

1990 : 2 350 millions de francs

1991 : 2 500 millions de francs

Systèmes électroniques

Ici aussi les estimations sont très diverses et ne retiennent tantôt que la seule protection anti-intrusion tantôt l'ensemble des systèmes de sécurité (y compris par exemple le risque d'incendie).

On peut prendre pour base l'évaluation faite par Euralarme au niveau européen qui donne pour les systèmes d'alarme anti-intrusion une estimation de 2 500 millions de francs pour la France en 1990 (voir tableau 40). A cela s'ajoute la télésurveillance, un marché en plein développement. Il est évalué (*En toute sécurité*, juin 1991 qui cite une étude du BIPE) à 500 millions de francs en 1989 pour la protection contre l'intrusion et 740 millions en 1991.

L'évaluation d'ensemble (alarme et télésurveillance) pour 1990 est de 3 100 millions de francs.

Le développement de ce secteur semble avoir connu un certain tassement en 1991, après un fort développement entre 1987 et 1990. On retiendra les évaluations suivantes :

1989 : 2 800 millions de francs (-10% par rapport à 1990)

1990 : 3 100 millions de francs

1991 : 3 200 millions de francs

Sécurité informatique

L'importance du parc informatique et des traitements effectués a conduit au développement de systèmes de protection classiques et des moyens spécifiques aux équipements informatiques. La croissance de l'ensemble des moyens liés à la sécurité des équipements informatiques a été évalué à 20% entre 1988 et 1989 et 8% entre 1989 et 1990 (Source XP Conseil cité in *En toute sécurité*, 1991, 64, p.1). Pour la période 1990-1993, le développement se limiterait à 27% sur trois ans (Source Partenaire Sécurité Informatique cité in *En toute sécurité*, 1991, 62, p. 21).

Les estimations de l'ensemble du marché sont maintenant un peu mieux connues et on peut l'évaluer pour 1990 entre 4,6 milliards (source Partenaire Sécurité Informatique) et 6 milliards de francs (source XP conseil).

Ces évaluations prennent en compte l'ensemble des prestations "sécurité informatique" : assurances, sécurité générale, physique et logique. Pour éviter les doubles comptages avec des dépenses ou équipements figurant dans d'autres postes (assurances, systèmes d'alarme ou de télésurveillance par exemple), il ne

faut retenir que la sécurité logique (essentiellement logiciels spécifiques, matériels informatiques de sécurité). Cette dernière peut être estimée à 1,15 milliards de francs pour 1990 (source Partenaire Sécurité Informatique). Si l'on ajoute à la stricte sécurité logique, les dépenses liées à la sécurité des réseaux, télécommunications et la formation et le conseil à la sécurité, l'estimation toujours pour 1990 s'élève à 1,69 milliards de francs, soit 28% de l'ensemble (source XP Conseil).

La sécurité informatique a fait l'objet d'un développement inégal suivant les divers secteurs. La sécurité logique a connu le développement le plus net et devrait connaître encore une progression significative (de plus de 10%) suivant une étude prospective sur l'horizon 2005 (Rose, 1991). Sur la base d'une estimation pour 1990 à 1 690 millions de francs et de la croissance 1988-1989, on évalue le marché de la sécurité informatique logique (sans les assurances, la sécurité générale physique ou les matériels tolérants aux pannes) à :

1988	1 300 millions de francs
1989	1 550 millions de francs
1990	1 690 millions de francs
1991	1 850 millions de francs

Le tableau 43 présente l'ensemble des dépenses pour des systèmes de protection (mécanique, électronique ou informatique). L'évaluation pour 1989 (6,4 milliards) est en forte augmentation -près de 50% sur deux ans- par rapport à notre précédente estimation de 1987 (4,3 milliards). Ces marchés ont connu certes un fort développement, certains secteurs revendiquant une croissance sur ces deux années de 15 à 20% par an, mais sans doute en 1987 ces dépenses étaient sous-évaluées. L'estimation de la sécurité informatique, de plus, repose sur des critères plus larges que précédemment.

Tableau 43 : Dépenses pour des systèmes de protection.

En millions de francs			
	1989	1990	1991
- Systèmes mécaniques	2 100	2 350	2 500
- Systèmes électroniques	2 800	3 100	3 200
- Sécurité informatique (logique)	1 550	1 690	1 850
TOTAL	6 450	7 140	7 550
Sources : OCQUETEAU, 1992, CESDIP.			

La sécurité des grands magasins

Dans cette actualisation nous ne présentons pas une évaluation ventilée selon le type de magasin. Le coût global de fonctionnement des services de sécurité des grands magasins et magasins populaires est estimé à 0,25% de leur chiffre d'affaires soit 165 millions de francs en 1991. Ces dépenses sont assimilables à celles de gardiennage et de protection et sont donc regroupées sous le même poste.

Le tableau 44 présente l'estimation des dépenses de protection préventive répartiés entre entreprises de surveillance (transport de fonds et de gardiennage) et les systèmes de protection (mécanique, électronique ou informatique).

Tableau 44 : Dépenses de protection.

En millions de francs			
	1989	1990	1991
- Entreprises de surveillance	8 820	9 100	9 300
- Systèmes de protection	6 450	7 140	7 550
TOTAL	15 270	16 240	16 850
Source : CESDIP, cf. tableaux 42 et 43.			

L'évolution des données entre 1987 et 1989 n'a pas de réelle signification en raison d'un changement de modes d'estimations. Les estimations pour 1987 étaient très sous-évaluées (par exemple pour les entreprises de surveillance, 3 milliards contre 7,7 dans les données INSEE pour ce secteur).

Les dépenses faites par les entreprises ou ménages pour l'achat de moyens de protection privés contre la délinquance (dépenses de protection préventive) s'élèvent en 1991 à 16,8 milliards de francs.

Sur la période 1989-1991, la part des entreprises de surveillance (principalement des dépenses de personnels) reste encore supérieure (de l'ordre de 55% de l'ensemble) à celle des systèmes de protection (qui font surtout appel aux moyens matériels).

Le coût de la sécurité privée en 1990 est de 37,6 milliards de francs⁷. Il s'agit d'une conception extensive puisque sont tout aussi bien retenus la sécurité des équipements dans les usines que la protection de l'homme au travail. Notre estimation des seules dépenses de protection préventive (dépenses privées faites pour prévenir des actes délinquants), 16,2 milliards, représente presque 44% de cette dépense globale.

Autrement dit, lorsque 100 francs sont engagés dans la prévention privée contre l'ensemble des risques, seuls 40 francs concernent celui de la délinquance.

⁷ *En toute sécurité*, 1991, 62, p. 2.

2. Les dépenses d'assurances

A la différence des dépenses précédentes il ne s'agit pas de mesures de protection visant à empêcher l'évènement de se produire mais d'une mesure de prévention visant à obtenir une réparation du préjudice subi.

Les assurances contre le vol peuvent être considérées, sans réserve, comme des dépenses de protection de la part des entreprises ou particuliers. Le second volet, les primes d'assurances de la branche automobile posent un problème plus délicat d'imputation. Seule doit être prise en compte la part des primes protégeant les possesseurs d'automobile contre des dommages subis à la suite d'infractions pénales (vol, incendie volontaire et accident ayant engagé la mise en cause de la responsabilité pénale de l'auteur). Un quota forfaitaire de un quart du montant des primes d'assurances de la branche automobile a été retenu comme base d'évaluation.

En 1991, les dépenses d'assurances relatives au risque d'infractions peuvent être évaluées à 25 milliards de francs. (tableau 45)

Tableau 45 : Dépenses d'assurances.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
- Primes d'assurance vol	6 200	6 400	6 700	nd
- Primes d'assurance auto (1/4)	16 000	16 650	17 400	nd
TOTAL	22 200	23 050	24 100	e 25 000
Source : CDIA (Centre de Documentation et d'Information des Assurances) e : estimation CESDIP. nd : non disponible.				

3. Les dépenses d'avocats

Il s'agit de dépenses privées engagées à l'occasion de la poursuite par les tribunaux des activités délinquantes (défense des auteurs ou des victimes).

L'évaluation de ces dépenses peut être faite à partir des recettes déclarées par les avocats. Ce chiffre englobe d'autres revenus que les honoraires et ces derniers sont perçus aussi bien pour des affaires civiles que pénales. Compte tenu d'une sous-évaluation des déclarations d'honoraires et du coût plus élevé généralement des procédures civiles, on peut raisonnablement estimer les dépenses engagées par les particuliers (auteurs ou victimes) à 50% des sommes déclarées. Ces dernières s'élèvent en 1988 à 9 870 millions de francs.

Le coût des avocats en matière pénale est estimée à 5 milliards de francs pour la période.

LES DEPENSES PRIVEES DE SECURITE

En 1991, les dépenses privées de sécurité sont évaluées à 46,8 milliards de francs (tableau 46).

Tableau 46 : Les dépenses privées de sécurité.

En millions de francs				
	1988	1989	1990	1991
1 Dépenses de protection	nd	15 270	16 240	16 850
dont - Entreprises de surveillance		8 820	9 100	9 300
- Systèmes de protection		6 450	7 140	7 550
2 Dépenses d'assurances	22 200	23 050	24 100	25 000 e
dont - vol	6 200	6 400	6 700	nd
- auto	16 000	16 650	17 400	nd
3 Dépenses d'Avocats	5 000	5 000	5 000	5 000
TOTAL	nd	43 320	45 340	46 850
Source : CESDIP.				
nd : non disponible				
e : estimation				

Même si l'on tient compte de la difficulté relative pour évaluer certains postes, une tendance nette se dégage dans l'évolution des dépenses privées : la diminution de la part des assurances au profit des dépenses de protection (60,5% en 1989, 59,8% en 1990). La différence peut paraître faible sur cette courte période mais si on se réfère à des années plus anciennes, l'évolution apparaît plus clairement : les assurances représentaient 69% des dépenses privées de sécurité en 1982. Depuis leur part n'a cessé de diminuer.

des sommes totales consacrées à la protection, la prévention et la répression des infractions.

100 francs dépensés en matière de sécurité se répartissent ainsi :

5 francs pour rémunérer les avocats,

11 francs pour des actions de prévention du ressort de la police, de la gendarmerie ou de la justice,

13 francs pour des actions de prévention sociale liée au problème de la délinquance,

19 francs pour des mesures de protection par des particuliers et des entreprises,

24 francs pour des actions de répression des infractions par les agences d'Etat,

et 28 francs pour obtenir réparation du préjudice subi (les assurances).

EVOLUTION 1981 - 1991

La tenue d'un tableau statistique sur une assez longue période amène, lors de réactualisations, à ne pas conserver, parfois, des postes rigoureusement identiques ou à changer de mode d'évaluation et de quotas d'imputation pour améliorer la qualité des estimations. Ainsi entre 1981 et 1991 certains modes d'estimations ont été modifiés et il devient alors assez difficile de comparer les chiffres.

Pour mesurer l'évolution sur cette période nous nous sommes efforcés de maintenir des modes d'évaluation comparables, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dépenses publiques : les quotas d'imputation des coûts de la police nationale, des tribunaux et de la protection judiciaire de la jeunesse ont été très sensiblement modifiés lors de l'évaluation 1988-1991. Les quotas d'imputation de ces trois postes retenus dans l'analyse de l'évolution 1981-1991 sont ceux utilisés lors des évaluations précédentes (Godefroy et Laffargue, 1984 et Godefroy et Laffargue, 1989) afin de rendre possible l'analyse des évolutions.

EVOLUTION DE L'ENSEMBLE DES DEPENSES DE SECURITE

En dix ans, l'ensemble des dépenses de sécurité a augmenté de plus de 40% (en francs constants 1991) en passant de 62 milliards à 88 milliards de francs.

Tableau 48 : Evolution des dépenses de sécurité (en francs constants)

En millions de francs 1991								
	1981 MF	1984		1987		1990		% 1991 198
		MF	% 1984/ 1981	MF	% 1987/ 1984	MF	% 1990/ 1987	
Dépenses Publiques (1)	33 119	35 472	7,1	36 748	3,6	41 305	12,4	24,5
dont Prévention	19 613	21 171	7,9	21 548	1,8	23 284	8,0	20
dont Répression	13 506	14 301	5,9	15 200	6,3	18 021	18,5	30
Dépenses Privées	28 622	32 973	15,2	38 244	16,0	46 700	22,1	63,7
dont Protection	6 097	7 097	16,4	8 378	18,0	16 727	99,6	176
dont Assurances	18 998	21 590	13,6	24 216	12,1	24 823	2,5	31
TOTAL	61 741	68 445	10,8	74 992	9,6	88 005	17,3	42,4
Source : CESDIP								
(1) Les postes et quotas d'imputation des dépenses publiques sont identiques pour toute la période.								

Les dépenses engagées par la collectivité (41 milliards) sont maintenant inférieures (47%, contre 53% en 1981) à celles relevant du marché privé (47 milliards). La progression de l'ensemble est particulièrement rapide (+ 17% entre 1987 et 1990) depuis quelques années. Les deux postes, dépenses publiques et privées, ont augmenté bien plus sur la fin de la période que sur le début (+ 12 et + 22%). Sans doute les dépenses de protection étaient-elles sous-évaluées en début de période, mais cela ne remet pas en cause l'inversion du poids respectif entre dépenses publiques et privées intervenue au milieu des années 1980.

EVOLUTION DES DEPENSES PRIVEES

Pour les dix années considérées, l'ensemble des dépenses privées de sécurité ont augmenté de plus de 60%. Mais cette augmentation a été très différente selon les postes : dépenses de protection ou d'assurances.

Tableau 49 : Evolution des dépenses de sécurité (en francs constants)

En millions de francs 1991								
	1981	1984		1987		1990		%
	MF	MF	€ 1984/ 1981	MF	€ 1987/ 1984	MF	€ 1990/ 1987	
Dépenses de Protection	6 097	7 097	16,4	8 378	18,0	16 727	99,6	176,4
- Entreprises de surveillance	3 452	3 217	-6,8	3 551	10,4	9 373	164,0	169,4
- Systèmes de protection	2 645	3 880	46,7	4 827	24,4	7 354	52,4	185,4
Dépenses d'assurances	18 998	21 590	13,6	24 216	12,1	24 823	2,5	31,6
- Vols	3 006	4 318	43,6	6 870	59,1	6 901	0,5	132,9
- Automobiles	15 992	17 272	8,0	17 346	0,5	17 922	3,3	12,5
Dépenses d'avocats	3 527	4 286	21,5	5 650	31,8	5 150	-8,8	41,8
TOTAL	28 622	32 973	15,2	38 244	16,0	46 700	22,1	63,7
Source : CESDIP								

Pour les dépenses de protection, la croissance n'est pas aussi importante qu'elle le paraît (+ 176%) car l'activité de ce secteur était précédemment sous-évaluée en début de période. Il n'en reste pas moins que ces dépenses, qu'elles concernent l'achat de systèmes de protection ou de service auprès des entreprises de surveillance ont fortement augmenté et qu'elles représentent aujourd'hui une part non négligeable de l'ensemble des dépenses de sécurité (de l'ordre de 20%).

Pour les dépenses d'assurances, le mode d'évaluation (les primes encaissées par les compagnies) est identique depuis le début de la période. La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses privées est en diminution depuis 1981. Mais surtout, on constate une évolution assez différente suivant qu'elles concernent le risque-vol ou celui de l'automobile : + 133% pour le premier et + 12,5% pour le second depuis 1981. L'augmentation de ces deux postes s'est faite en début de période, le montant des primes semblant marquer le pas depuis 1987. L'encaissement des primes d'assurance contre le vol n'a augmenté que de 2% depuis 1987 alors que l'augmentation a été de près de 130% entre 1981 et 1987. Pour la branche automobile, l'augmentation s'est effectuée pour les deux tiers entre 1981 et 1984. De plus, le rapport entre les deux a évolué : alors que le sinistre vol représentait à peine 15% de l'ensemble en 1981 il s'élève en 1991 à près de 28%. Cette évolution très différente des peines face à ces deux risques est à mettre en liaison avec la baisse du nombre des accidents de la circulation : même si le coût des vols d'automobiles a augmenté, cette perte a pu être compensée par la diminution des accidents (y compris dans leur part pénale). L'augmentation du nombre et des coûts des vols d'automobile paraît rester inférieure aux effets de la diminution des accidents.

EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES

Place dans le budget de l'Etat des dépenses publiques de sécurité

Pour apprécier cette évolution de la part des dépenses publiques dans le budget de l'Etat, nous avons conservé des postes identiques mais avec les modes d'évaluation propres à chacune des années considérées (1981, 1986 et 1991).

Tableau 50 : Place des dépenses publiques de sécurité dans le budget de l'Etat. (1981 - 1986 - 1991)

	En millions de francs 1991									
	1981			1986			1991 (*)			
	MF	% Total Budget	% Budget	MF	% Total Budget	% Budget	MF	% Total Budget	% Budget	% Total Budget
Les Polices	9 988	50,4	1,44	16 036	51,3	1,56	18 478	46,5	1,44	
- Gendarmerie	3 059	15,4		4 627	14,8		6 119	15,4		
- Police nationale	6 929	34,9		11 409	36,5		12 359	31,1		
Justice	4 361	22,0	0,63	6 909	22,1	0,68	10 126	25,5	0,79	
- Tribunaux	1 803	9,1		2 565	8,2		3 757	9,5		
- Protection judiciaire de la jeunesse	717	3,6		956	3,1		1 011	2,5		
- Administration pénitentiaire	1 841	9,3		3 388	10,8		5 358	13,5		
PREVENTION SOCIALE	5 483	27,6	0,79	8 307	26,6	0,80	11 119	28,0	0,87	
TOTAL	19 832	100	2,86	31 252	100	3,04	39 723	100	3,11	

Source : CESDIP

(*) : Rupture statistique, les quotas d'imputations des dépenses pour la police nationale, les tribunaux et la P.J.J. ont été modifiés en 1991.

L'évolution sur dix ans montre une augmentation constante mais faible de ces coûts publics de sécurité par rapport au budget de l'Etat : un peu plus de 2,8% au début des années 1980, 3% au milieu de la décennie et 3,1% en 1991.

Si l'on analyse par grands postes, on constate :

- une stabilité du coût des polices (1,44% en 1981 comme en 1991) avec une légère diminution de la part des dépenses de Police nationale ;
- une croissance certaine des dépenses de justice (de 0,63% à 0,79% du budget) avec l'envolée depuis la deuxième moitié des années 1980 des dépenses de l'administration pénitentiaire (plus de 50% de l'ensemble justice en 1991 contre à peine 40% en 1981) ;
- une très légère augmentation des dépenses de prévention sociale dans le budget de l'Etat (0,87% au lieu de 0,79%) malgré la profonde réorganisation des dispositifs de politique en la matière. Il semble bien que les différentes mesures prises aient conduit plus à une redistribution de l'enveloppe globale qu'à un accroissement significatif des moyens.

Evolution des dépenses publiques

En conservant pour 1991, les mêmes postes et les modes d'évaluations antérieurs, l'augmentation des dépenses publiques a été en francs constants de 25% avec une croissance des dépenses de répression (+ 30%) de moitié plus rapide que celles de prévention (+20%).

Tableau 51 : Evolution des dépenses publiques de sécurité (en francs constants).

En millions de francs 1991								
	1981 MF	1984		1987		1990		% 1991 / 1981
		MF	% 1984/ 1981	MF	% 1987/ 1984	MF	% 1990/ 1987	
Les Polices	16 680	18 270	9,5	18 665	2,2	19 312	3,5	18,6
- Gendarmerie	5 109	5 513	7,9	5 539	0,5	5 817	5,0	19,8
- Police nationale	11 571	12 757	10,2	13 126	2,9	13 495	2,8	18,7
Justice	7 283	7 516	3,2	8 339	10,9	11 004	32,0	41,9
- Tribunaux	3 012	3 048	1,2	2 957	-3,0	3 432	16,0	14,8
- Protection judiciaire de la jeunesse	1 197	1 117	-6,7	1 102	-1,3	1 458	32,3	27,8
- Administration pénitentiaire	3 074	3 351	9,0	4 280	27,7	6 114	42,9	74,8
PREVENTION SOCIALE	9 156	9 686	5,8	9 744	0,6	10 989	12,8	21,4
TOTAL	33 119	35 472	7,1	36 748	3,6	41 305	12,4	24,5
dont Prévention	19 613	21 171	7,9	21 548	1,8	23 284	8,0	20,4
Répression	13 506	14 301	5,9	15 200	6,3	18 021	18,5	30,5
Amendes et Travail pénitentiaire (1)	1 454	2 645		3 703		4 054		
TOTAL	31 665	32 827		33 045		37 251		

Source : CESDIP

(1) Non significatif en 1981, suite à l'amnistie.

La croissance des dépenses de répression dans les dépenses de l'Etat est imputable, en premier lieu, au "programme 13 000" de nouvelles prisons de la fin des années 1980. Entre 1987 et 1989, les dépenses pénitentiaires augmentent de 57% avant de se stabiliser en 1990 puis de baisser en 1991 (les coûts de cette administration pèsent pour 13% dans l'ensemble des dépenses publiques après

avoir atteint 16% en 1989). Il faut souligner aussi l'évolution des dépenses de la Gendarmerie : elles augmentent, sur dix ans, de 27% en matière de répression contre seulement 12% en matière de prévention. Cette évolution des affectations budgétaires reflète une redistribution pour ces services des moyens en faveur des actions de répression.

En considérant l'évolution sur dix ans, le début de la période a surtout profité aux dépenses de police (près de 10% contre à peine 3% pour celles de justice entre 1981 et 1984). Sur la dernière partie (1987-1990) la croissance des premières a été beaucoup plus faible (+3,5%) alors que celles de justice augmentaient d'un tiers. Si les dépenses d'administration pénitentiaire jouent un rôle important, elles ne sont pas seules en cause : durant ces trois années les dépenses en faveur des tribunaux ont augmenté de 16%.⁸

Les estimations des coûts de la sécurité soulignent la part respective des dépenses engagées par les pouvoirs publics, Etat et collectivités locales (41 milliards de francs), et celle qui relève du secteur marchand (47 milliards de francs). L'évolution, sur dix ans, s'est clairement faite aux bénéfices de la seconde et, singulièrement, des dépenses de protection.

En ce qui concerne les dépenses publiques, on voit s'accroître sensiblement le poids de la répression dans le budget de l'Etat. Cela tient aux lourds investissements du ministère de la Justice dans la construction et pour les prisons. Mais, on discerne aussi, tout au long de la période, une redistribution des effectifs et des moyens des polices (en particulier de la Gendarmerie) affectés à des activités de répression.

Parallèlement, suite à la décentralisation, se mettent en place et se développent des dispositifs de prévention de la délinquance au niveau local. Le montant d'ensemble des sommes globales affectées à ce type d'action reste difficile à évaluer. Mais cette analyse des dépenses de sécurité souligne, cependant, la redistribution des compétences entre Etat et collectivités locales, le premier recentrant son action sur des activités de répression, les secondes

⁸ L'évolution des dépenses de la protection judiciaire de la jeunesse est sans doute moins significative dans ce contexte, car elle concerne plus les mineurs en dangers que la prévention de la délinquance.

développant les actions de prévention financées par leur fonds propres mais aussi par une redistribution du budget de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

- Barberger (C.), Justice pénale et administration : le droit de la discipline des codes administratifs, *Année Sociologique*, 1985, 35, p. 167-177.
- Brasier (S.), *Les sociétés de surveillance privée, stratégie et concurrence*, Paris, Cabinet Précepta, ronéo, 1990.
- Dedecker (R.), *Le panorama de la sécurité privée dans l'Europe des Douze*, Politeia a.s.b.l., Brugge, Vanden Broele, 1991.
- EWALD (F.), *L'Etat-providence*, Paris, Grasset, 1986.
- EWALD (F.), La notion de risque, *Handicaps et Inadaptations*, 1992, 59, p. 1-6.
- Gatto (D.) et Thoenig (J.C.), *Le policier, le magistrat et le préfet*, Paris, IHESI, 1992.
- Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France : données 1980, 1981 et 1982*, Paris, CESDIP, 1984.
- Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France : données 1984, 1985, 1986 et 1987*, Paris, CESDIP 1989.
- Lascoumes (P.), La place du pénal dans le règlement différentiel des conflits, *Année Sociologique*, 1985, 35, p. 154-165.
- Lascoumes (P.), *Des erreurs, pas des fautes*, Paris, CESDIP, 1986.
- Lombard (F.), Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Les "coûts du crime", prévention et répression, une approche locale*, Paris, CESDIP, 1992.
- Ocqueteau (F.), *Gardiennage, surveillance et sécurité privée*, Paris, CESDIP, 1992.
- Renouard (J.M.), La prévention, de l'individu au social, in *Prévention de la Délinquance*, Séminaire méthodologique national, DIV, 1990.
- Robert (Ph.), (Ed.), *Les politiques de prévention de la délinquance à l'aune de la recherche, un bilan international*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- Rose, (Ph.), *La criminalité informatique à l'horizon 2005*, Paris, IHESI, 1991.
- Thorpe (M.), The european market for security services - new report, *International Security Review*, 1990, 64, p. 65-66.
- Rapports administratifs :
- CEGOS, *Etude d'évaluation de la charge de travail des fonctionnaires des greffes*, Paris, ministère de la Justice, 1993.
- Inspection Générale de l'Administration : *Rapport sur le traitement et le suivi des appels et plaintes à caractère non pénal reçus par les services de police*, Paris, ministère de l'Intérieur, 1985.

Direction de la protection judiciaire de la jeunesse, *Jeunes en danger, jeunes délinquants*, Paris, ministère de la Justice, 1992.

Presse spécialisée :

En toute sécurité, 1991, 62. (Numéro spécial sur les chiffres clés de la sécurité).

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Gendarmerie et répression : Effectifs spécialisés uniquement dans la Police judiciaire.

Tableau 2 : Gendarmerie et répression : Effectifs et taux de participation des unités non spécialisées dans l'exercice de la Police Judiciaire.

Tableau 3 : Gendarmerie et prévention : Effectifs et taux de participation des unités non spécialisées dans l'exercice de la Police Judiciaire.

Tableau 4 : Dépenses de Gendarmerie en matière de répression.

Tableau 5 : Dépenses de Gendarmerie en matière de prévention.

Tableau 6 : Dépenses de Gendarmerie.

Tableau 7 : Effectifs de la Police Nationale.

Tableau 8 : Coût des services de Police.

Tableau 9 : Dépenses de Police en matière de répression (Hypothèse 1).

Tableau 10 : Dépenses de Police en matière de prévention (Hypothèse 1).

Tableau 11 : Dépenses de Police en matière de répression (Hypothèse 2).

Tableau 12 : Dépenses de Police en matière de prévention (Hypothèse 2).

Tableau 13 : Dépenses de Police (selon l'hypothèse 1).

Tableau 14 : Dépenses de Police (selon l'hypothèse 2).

Tableau 15 : Coûts publics des Polices.

Tableau 16 : Part du pénal dans le type de juridiction.

Tableau 17 : Effectif estimé des magistrats dans les T.G.I. et dans les T.I.

Tableau 18 : Part du pénal dans l'ensemble des juridictions.

Tableau 19 : Dépenses des services judiciaires en matière pénale.

Tableau 20 : Frais de justice en matière pénale.

Tableau 21 : Dépenses du Casier Judiciaire National.

Tableau 22 : Ensemble des dépenses des juridictions en matière pénale.

Tableau 23 : Dépenses de l'Administration Pénitentiaire.

Tableau 24 : Evolution des dépenses de l'Administration Pénitentiaire entre 1987 et 1991.

Tableau 25 : Effectif des mineurs pris en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse en 1990.

Tableau 26 : Dépenses du ministère de la Justice en matière de répression (mineurs délinquants).

Tableau 27 : Dépenses du ministère de la Justice en matière de prévention (mineurs en danger).

Tableau 28 : Dépenses du ministère de la Justice en matière de prévention et de répression des mineurs.

Tableau 29 : Dépenses du ministère de la Justice en matière pénale.

Tableau 30 : Dépenses estimées d'Aide Sociale en matière de prévention.

Tableau 31 : Récapitulatif budgétaire de la politique de la ville et du développement social urbain.

Tableau 32 : Estimation des dépenses de prévention relevant de la politique de la ville.

Tableau 33 : Dépenses de prévention sociale.

Tableau 34 : Montant des amendes forfaitaires de la police de la circulation.

Tableau 35 : Recouvrement sur titres à recouvrer des autres amendes et condamnations pécuniaires.

Tableau 36 : Encaissement au comptant des autres amendes et condamnations pécuniaires.

Tableau 37 : Recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires.

Tableau 38 : Rapport des amendes et du Travail pénitentiaire.

Tableau 39 : Les dépenses publiques de sécurité.

Tableau 40 : Les chiffres d'affaires de la sécurité privée.

Tableau 41 : Effectifs des entreprises de services de gardiennage et transport de fonds.

Tableau 42 : Dépenses en matière de transports de fonds et de gardiennage.

Tableau 43 : Dépenses pour des systèmes de protection.

Tableau 44 : Dépenses de protection.

Tableau 45 : Dépenses d'assurances.

Tableau 46 : Les dépenses privées de sécurité.

Tableau 47 : Dépenses de Sécurité.

Tableau 48 : Evolution des dépenses de sécurité (en francs constants).

Tableau 49 : Evolution des dépenses privées de sécurité (en francs constants).

Tableau 50 : Place des dépenses publiques de sécurité dans le budget de l'Etat (1981 - 1986 - 1991).

Tableau 51 : Evolution des dépenses publiques de sécurité (en francs constants).

LISTE DES TRAVAUX COUTS DU CRIME

Le Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP ex. SEPC) poursuit depuis 1968 des recherches sur les impacts économiques associés au phénomène criminel. Il a déjà publié les données pour les années 1968 à 1987.

Pour disposer d'informations plus détaillées sur la problématique de ces recherches et les méthodologies mises en oeuvre, on pourra se reporter aux rapports précédents et aux publications dont ils ont fait l'objet :

Robert (Ph.), Bombet (J.P.) et Saudinos (D.), *Le coût du crime en France*, *Annales Internationales de Criminologie*, 1970, IX, 2, 599.

Robert (Ph.) et Godefroy (Th.), *Le coût du crime en France pendant les années 1970 et 1972*, *Compte général de l'administration de la justice pour 1971*, Paris, la Documentation Française, 1974, 89-135.

Godefroy (Th.) et Robert (Ph.), *Le coût du crime en France en 1972-1973*, *Compte général de l'administration de la justice pour 1974*, Paris, la Documentation Française, 1977.

Godefroy (Th.) et Robert (Ph.), *Le coût du crime en France en 1974 et 1975*, Paris, SEPC, ronéo, 1977.

Robert (Ph.) et Godefroy (Th.), *Le coût du crime ou l'économie poursuivant le crime*, Genève-Paris, Médecine et Hygiène Masson, 1978.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Le coût du crime en France en 1976 et 1977*, Paris, SEPC, 1979, ronéo.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Le coût du crime en France en 1978 et 1979*, Paris, SEPC, 1982.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Eléments sur l'impact économique du phénomène criminel*, *La Gazette du Palais*, 1983, 83-84, 2-7.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France, données 1980, 1981 et 1982*, Paris, CESDIP, 1984.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), La fraude fiscale et les coûts du crime, in Lambert (Th.), *Contrôle fiscal*, Paris, Economica, 1988, 144-163.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), La fraude fiscale 386 fois plus chère à l'économie que les hold-up, in *Data-Larousse*, Paris, Larousse, 1989, 234.

Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France, données 1984, 1985, 1986 et 1987*, Paris, CESDIP, 1989.

**COLLECTION
ETUDES ET DONNEES PENALES**

- 1 - Robert (Ph.), *Vagabondage et mendicité, schéma de base*, Paris, SEPC, 1968, épuisé.
- 2 - Robert (Ph.), Saudinos (D.), *La médecine légale en France*, Paris, SEPC, 1968, épuisé.
- 3 - Robert (Ph.), *La réforme de la justice criminelle*, Paris, SEPC, 1969, épuisé.
- 4 - Robert (Ph.), *L'emprisonnement dans le système français de justice pénale*, Paris, SEPC, 1972, épuisé.
- 5 - Robert (Ph.), *Recherche criminologique et réforme du code pénal*, Note n° 1, Paris, SEPC, 1972, épuisé.
- 6 - Robert (Ph.), Gabet-Sabatier (C.), *Le statut des jeunes adultes délinquants*, Paris, SEPC, 1972, épuisé.
- 7 - Robert (Ph.), Faugeron (C.), Kellens (G.), *Les attitudes des juges à propos des prises de décision*, (pré-recherche exploratoire), Paris, SEPC, 1972, épuisé.
- 8 - Robert (Ph.), *L'avenir en milieu ouvert*, Paris, SEPC, 1972, épuisé.
- 9 - Faugeron (C.), *Recherche criminologique et casier judiciaire*, Paris, SEPC, 1973, épuisé.
- 10 - Lascoumes (P.), *Langage et justice*, Paris, SEPC, 1973, épuisé.
- 11 - Faugeron (C.), *Note sur la diversification des sentences*, Paris, SEPC, 1973, épuisé.
- 12 - Robert (Ph.), *Note de politique criminelle*, Paris, SEPC, 1973, épuisé.
- 13 - Lambert (Th.), Aubusson de Cavarlay (B.), Robert (Ph.), *La justice pénale et sa "clientèle", quelques données statistiques succinctes*, Paris, SEPC, 1974, épuisé.
- 14 - Robert (Ph.), Lascoumes (P.), *La crise de la justice pénale et sa réforme*, Paris, SEPC, 1974, épuisé.
- 15 - Aubusson de Cavarlay (B.), *La prévision de l'évolution des condamnations à partir des différences géographiques*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 16 - Godefroy (Th.), *Le coût du crime en France*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 17 - Godefroy (Th.), *Alcoolisme et coût du crime*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 18 - Weinberger (J.C.), *La perception de la gravité relative à des infractions dans la population française*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 19 - Faugeron (C.), *L'image de la justice pénale dans la société*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.

- 20 - Robert (Ph.), Moreau (G.), *La presse française et la justice pénale*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 21 - Faugeron (C.), *Les femmes, les infractions, la justice pénale : une analyse d'attitudes*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 22 - Lascoumes (P.), Moreau (G.), *L'image de la justice pénale dans la presse*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 23 - Godefroy (Th.), *Une analyse programmatique du système de justice pénale dans un arrondissement judiciaire*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 24 - Aubusson de Cavarlay (B.), Lambert (Th.), *Condamnations, âges et catégories socio-professionnelles, analyse et prévision*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 25 - Weinberger (J.C.), *La perception de la gravité des infractions. Une étude des divergences dans la population française*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 26 - Huré (M.S.), Aubusson de Cavarlay (B.), *Evolution des condamnations par nationalités et par professions*, Paris, SEPC, 1975, épuisé.
- 27 - Godefroy (Th.), *Le coût du crime en France en 1972 et 1973*, Paris, SEPC, 1976, épuisé.
- 28 - Weinberger (J.C.), *La perception de la gravité des infractions. Une étude du consensus dans la population française*, Paris,
- 29 - Lambert (Th.), *Sélection et orientation des affaires pénales*, Paris, SEPC, 1977, épuisé.
- 30 - Godefroy (Th.), *Le coût du crime en France en 1974 et 1975*, Paris, SEPC, 1977, épuisé.
- 31 - Laffargue (B.), *L'image de la justice criminelle dans la société. Le système pénal vu par ses "clients"*, Paris, SEPC, 1977, épuisé.
- 32 - Robert (Ph.), *Mémoire présenté à la Commission de révision du code pénal* (document réservé), Paris, SEPC, 1977, épuisé.
- 33 - Robert (Ph.), *Mémoire sur l'état de la justice pénale* (document destiné et réservé au Comité national de prévention), Paris, SEPC, 1978, épuisé.
- 34 - Robert (Ph.), *Les tendances lourdes du système pénal* (document destiné et réservé à la Commission de pré-planification Justice-VIIIe Plan), Paris, SEPC, 1978, épuisé.
- 35 - Aubusson de Cavarlay (B.), *Note sur les condamnations par défaut*, Paris, SEPC, 1979, non publié.
- 36 - Godefroy (Th.), Laffargue (B.), *Le coût du crime en France en 1976-1977*, Paris, SEPC, 1980, épuisé.

- 37 - Laffargue (B.), *La détention provisoire et le contrôle judiciaire au cours de ces dix dernières années*, Paris, SEPC, 1980, non publié.
- 38 - Lascoumes (P.), Moreau-Capdevielle (G.), *Délinquance d'affaires et justice pénale*, Paris, SEPC, 1980, épuisé.
- 39 - Godefroy (Th.), Huré (M.S.), Laffargue (B.), *Statistiques sur les morts violentes*, Paris, SEPC, 1981, épuisé.
- 40 - Godefroy (Th.), Laffargue (B.), *Le droit de grâce et la justice pénale*, Paris, SEPC, 1981.
- 41 - Faugeron (C.), *Femmes victimes, femmes délinquantes. Etat des données*, Paris, SEPC, 1981.
- 42 - Lévy (R.), Zauberman (R.), *La pratique du sursis en France depuis 1960. Données juridiques et approche statistique*, Paris, SEPC, 1982, épuisé.
- 43 - Gortais (J.), Pérez-Diaz (C.), *Stupéfiants et justice pénale ; enquête pour l'année 1981*, Paris, SEPC, 1983.
- 44 - Gortais (J.), *La médecine légale en France*, Paris, SEPC, 1983.
- 45 - Lombard (F.), *Les systèmes d'indemnisation des victimes d'actes de violence*, Paris, SEPC, 1983.
- 46 - Tournier (P.), *La population carcérale. Dimension, structure et mouvements*, Paris, CESDIP, 1984.
- 47 - Godefroy (Th.), Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France. Données 1980, 1981 et 1982*, Paris, CESDIP, 1984.
- 48 - Lévy (R.), *Du flagrant délit à la comparution immédiate : la procédure d'urgence d'après les statistiques judiciaires (1977-1984)*, Paris, CESDIP, 1985.
- 49 - Tournier (P.), Leconte (B.), Meurs (D.), *L'érosion des peines : analyse de la cohorte des condamnés à une peine de trois ans et plus, libérés en 1982*, Paris, CESDIP, 1985.
- 50 - Barré (M.D.), Tournier (P.), Coll. Leconte (B.), *Le travail d'intérêt général. Analyse statistique des pratiques*, Paris, CESDIP, 1986, épuisé.
- 51 - Lévy (R.), Pérez-Diaz (C.), Robert (Ph.), Zauberman (R.), *Profils sociaux de victimes d'infractions ; premiers résultats d'une enquête nationale*, Paris, CESDIP, 1986, épuisé.
- 52 - Hertrich (V.), Faugeron (C.), *Les élèves-surveillants de 1969 à 1985, données statistiques*, Paris, CESDIP, 1987.
- 53 - Godefroy (Th.), Laffargue (B.), *Justice pénale et contentieux du travail*, Paris, CESDIP, 1987.
- 54 - Ocqueteau (F.), Pérez-Diaz (C.), *L'évolution des attitudes des Français sur la justice pénale (rapport intérimaire)*, Paris, CESDIP, 1988.

- 55 - Barré (M.D.), *Fréquence du recours à des peines privatives de liberté dans les pays du Conseil de l'Europe*, Paris, CESDIP, 1988, épuisé.
- 56 - Tournier (P.), *Réflexion méthodologique sur l'évaluation de la récidive*, Paris, CESDIP, 1988, épuisé.
- 57 - Faugeron (C.), Le Boulaire (J.M.), *La création du service social des prisons et l'évolution de la réforme pénitentiaire en France de 1945 à 1958*, Paris, CESDIP, 1988.
- 58 - Chevalier (G.), *Consensus et clientèles : les politiques socio-préventives locales en 1985 et 1986*, Paris, CESDIP, 1989.
- 59 - Godefroy (Th.), Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France. Données 1984, 1985, 1986, 1987*, Paris, CESDIP, 1989.
- 60 - Seyler (M.), *L'isolement en prison. L'un et le multiple*, Paris, CESDIP, 1990.
- 61 - Faugeron (C.), Le Boulaire (J.M.), *Prisons et peines de prison : éléments de construction d'une théorie*, Paris, CESDIP, 1991.
- 62 - Tournier (P.), *La détention des mineurs : observation suivie d'une cohorte d'entrants*, Paris, CESDIP, 1991.
- 63 - Macioszek (J.), Tournier (P.), *Base de données "SEPT", représentations graphiques*, Paris, CESDIP, 1991.
- 64 - Tournier (P.), *Démographie des prisons françaises ; toujours plus ?*, Paris, CESDIP, 1992.
- 65 - Faugeron (C.), Le Boulaire (J.M.), *Quelques remarques à propos de la récidive*, Paris, CESDIP, 1992.
- 66 - Godefroy (Th.) et Laffargue (B.), *Les coûts du crime en France, données 1984, 1985, 1986 et 1987*, Paris, CESDIP, 1989.

ISBN 2 - 907370 - 30 - 8